

Exclusif
Ce boycott
des viandes rouges...

Le Reporter

N°1175

DU 16 MAI 2024

www.lereporter.ma



FAR, DGSN

**Le Maroc fête ses
deux valeurs sûres,
sa défense et sa sécurité**



33^{ÈME} SOMMET ARABE
EXCELLENTE RECOMMANDATIONS...
SANS IMPACT !



FORUM MD SAHARA

**Omar Hilal et les experts
marocains et africains décortiquent
l'Initiative Royale Afrique Atlantique**



PURE,
ZÉRO
NITRATE

EAU n°1
recommandée
par les
Pédiatres

**CHAQUE MAMAN
EST LA MEILLEURE DES MAMANS**



sidi ali®

LA PURETÉ EST EN VOUS

Selon un sondage réalisé par le groupe Immersion, cabinet d'études indépendant, en Février 2024, auprès d'un échantillon représentatif de 201 pédiatres au Maroc, Sidi Ali a été identifiée comme l'eau la plus recommandée par les pédiatres au Maroc pour les enfants, les mamans allaitantes et les personnes fragiles.

African Lion 2024

Et la coopération interarmées repart de plus belle...



La 20ème édition d'African Lion se tiendra du 20 au 31 mai 2024 au niveau des villes de Benguérir, Agadir, Tan-Tan, Akka et Tifnit, sur Hautes

Instructions de SM le Roi Mohammed VI, Chef Suprême et Chef d'Etat-major Général des Forces Armées Royales (FAR).

Près de 7.000 éléments des Forces Armées représentant plus d'une vingtaine de pays, outre l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) prendront part à cet Exercice militaire conjoint maroco-américain, initié depuis 2004. Pour sa 20ème édition, African Lion comportera plusieurs Manœuvres et Exercices militaires tactiques, terrestres, maritimes et aériens de jour et de nuit. African Lion 2024 comprendra également un Exercice des Forces Spéciales, des opérations aéroportées, ainsi qu'un Exercice de planification opérationnelle pour les Cadres des Etats-Majors des pays participants.

Un cycle de formations académiques (en préparation à l'Exercice militaire), des entraînements de lutte contre les armes de destruction massive seront organisés dans le cadre de l'African Lion

2024, outre un ensemble de prestations médico-chirurgicales et sociales qui seront fournies au profit de la population de la Région d'Akka par un Hôpital militaire de campagne.

Contribuant au renforcement de l'interopérabilité opérationnelle, technique et procédurale entre les Armées participantes, l'Exercice militaire combiné Africain Lion, reste un rendez-vous incontournable où se côtoient les cadres militaires de divers pays, outre ceux du Maroc et des Etats-Unis, pour échanger les procédures et expériences en matière de formation et d'entraînement interarmées.

Comme indiqué par l'Etat-major Général des Forces Armées Royales, le 20ème Anniversaire d'African Lion, témoigne de la solidité et la pérennité de la coopération militaire entre le Maroc et les Etats-Unis, à l'image des liens ancestraux qui lient les deux pays dans divers autres domaines d'intérêt commun■

ONU

Vote de soutien du Maroc à la Palestine



Le Maroc s'est félicité de l'Adoption de la Résolution soutenant l'admission de l'Etat de Palestine comme membre à part entière des Nations-Unies.

A travers cette Résolution, dont le Maroc a été parmi les premiers Co-parrains, l'Assemblée générale octroie à l'Etat de Palestine des privilèges et prérogatives additionnels au sein de différents organes des Nations Unies.

Le Royaume, dont SM le Roi Mohammed VI, préside le Comité Al Qods relevant de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI), a assuré qu'il continuera comme de militer pour la réalisation de la solution à deux Etats, avec l'établissement d'un Etat Palestinien indépendant, sur les frontières du 4 juin 1967, avec Al Qods Est comme Capitale.

Adoptée par 143 voix pour dont celle du Maroc, 9 voix contre (Etats-Unis, Argentine, Hongrie, Israël, Micronésie, Nauru, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée et République tchèque) et 25 abstentions, la Résolution recommande ainsi au Conseil de Sécurité de réexaminer favorablement cette question, suite au veto du 18 avril 2024 des Etats-Unis■

AN. AlRaisi-A. Hammouchi

Le patron d'Interpol loue le savoir-faire sécuritaire du Maroc

Le Président de l'Organisation Internationale de Police Criminelle (Interpol) a salué le rôle que joue le Maroc en matière de coopération sécuritaire internationale.

S'exprimant depuis Agadir, le 16 mai 2024 à l'occasion de l'ouverture de la 5ème édition des Journées Portes ouvertes de la Direction Générale de la Sécurité Nationale (DGSN), Ahmed Naser Al-Raisi a mis en avant l'importance des efforts que déploie le Royaume ainsi que ses contributions à la sécurité internationale, qualifiant d'exceptionnelles les avancées réalisées par le Maroc en la matière.

Après avoir rappelé la participation du Maroc dans plus d'une dizaine de projets menés sous l'égide d'Interpol et



De g.à.d: Abdelatif Hammouchi & Ahmed Naser Al-Raisi

dans une vingtaine d'importantes opérations sécuritaires au niveau mondial, le patron d'Interpol a indiqué que le choix unanime porté sur le Royaume pour organiser la 93ème Assemblée générale de l'Organisation internationale de police criminelle en 2025 à Marrakech renseigne sur son leadership et la confiance dont il jouit sur le plan international■

Marocains séquestrés au Myanmar

Le Parquet ouvre une enquête, les familles des victimes en colère !



Le Procureur Général du Roi près la Cour d'Appel de Casablanca a ordonné l'ouverture d'une enquête judiciaire, confiée à la Brigade Nationale de la Police Judiciaire (BNPJ), suite à la séquestration de ressortissants marocains par des bandes criminelles opérant au Myanmar, dans les zones frontalières avec la Thaïlande.

Le Procureur du Roi près la même Cour a indiqué que dans le cadre de cette enquête, certaines victimes et leurs familles ont été auditionnées, notamment celles ayant déposé des plaintes. De son côté, l'Ambassade du Maroc à Bangkok, a assuré suivre étroitement la situation, tout en multipliant les démarches pour venir en aide aux victimes.

L'enquête préliminaire a révélé qu'il s'agit de réseaux criminels spécialisés dans la traite d'êtres humains qui s'activent dans les zones frontalières du Myanmar et qui appâtent leurs victimes par des contrats de travail, dans

lesdites zones, avec des entreprises internationales de commerce électronique, en contrepartie de salaires attractifs, précise la même source. Il s'est toutefois avéré que cette démarche n'était qu'un moyen pour les attirer dans le piège pour ensuite les séquestrer et les obliger à travailler dans des conditions pénibles et inhumaines.

Pas moins de 200 Marocains, hommes et femmes, seraient détenus depuis plusieurs mois par des bandes criminelles au Myanmar ex-Birmanie. Les familles des victimes ont d'ailleurs organisé un sit-in devant le ministère des Affaires étrangères et l'ambassade de la Chine, à Rabat, le 16 mai 2024 pour réclamer la libération au plus vite de leurs enfants. ■

Affaire Escobar du Sahara

Naciri, Bioui et consorts fixés sur la date du début de leur procès

La Chambre Criminelle chargée des crimes financiers de Casablanca a retenu la date du 23 mai 2024 pour entamer le procès de l'ancien Président de la Région de l'Oriental, Abdenbi Bioui, et Saïd Naciri, ex-Président du Wydad de Casablanca.

Naciri et Bioui, entre autres personnes dont les personnalités connues du monde de la politique, de l'art et du sport, seraient impliqués dans un gigantesque trafic international de drogue, connu médiatiquement sous le nom: «Affaire Escobar du Sahara». Tous seront jugés pour des faits très lourds comme la participation à un accord en vue de la détention, du trafic, du transport et de l'exportation de drogues et la tentative de les exporter,



l'escroquerie, la corruption et falsification de documents officiels, l'accomplissement d'un acte arbitraire ou attentatoire à la liberté personnelle et individuelle dans un intérêt privé ou pour la satisfaction de passions personnelles, la facilitation de l'entrée et la sortie régulièrement du territoire national dans le cadre d'une bande criminelle, ou encore le trafic de devises. ■

Vénézuela C24

Omar Hilale recadre l'Algérien Amar Bendjama



Omar Hilale & Amar Bendjama

L'Ambassadeur-Représentant Permanent du Maroc aux Nations-Unies a pris part au Séminaire Régional du C24 pour les Caraïbes qui s'est tenu du 14 au 16 mai 2024 dans la capitale vénézuélienne, Caracas.

A la tête d'une importante délégation composée notamment du Directeur des Nations-Unies et Organisations Internationales, au ministère marocain des Affaires étrangères, Redouane Houssaini, Omar Hilale a informé les membres dudit Comité, des derniers développements de la question du Sahara. Le Diplomate marocain a mis en avant, à cette occasion, l'appui grandissant et retentissant de la Communauté Internationale à l'Initiative marocaine d'Autonomie pour les Provinces du Sud. Omar Hilale a indiqué à ce propos, que plus de 107 Etats-membres de l'ONU appuient le Plan marocain présenté par le Royaume au Conseil de Sécurité en avril 2007. Le représentant permanent du Maroc aux Nations-Unies, a également rappelé qu'à ce jour, pas moins d'une trentaine de Consulats Généraux ont été ouverts à Laâyoune et Dakhla. Omar Hilale a expliqué que l'ouverture de ces représentations diplomatiques constituent une confirmation on ne peut plus claire de la marocanité du Sahara et un soutien supplémentaire à l'élan de développement que connaissent les Régions et Provinces du Sud du Royaume.

Comme à son habitude, l'Algérie n'a pas manqué cette occasion pour faire des siennes, par le biais de son Représentant auprès de l'ONU. Répondant aux assertions fallacieuses de Amar Bendjama au sujet de la question du Sahara, l'Ambassadeur-Représentant Permanent du Maroc à l'ONU l'a interpellé sur sa présence à Caracas. «Vous parlez du Sahara comme si vous n'êtes pas responsable. (...) le Groupe Arabe qui vous a élu représentant des pays arabes au Conseil de sécurité aurait souhaité que vous restiez à New York pour défendre la cause palestinienne. Vous êtes ici, rien que pour lire votre discours sur le Sahara marocain», a répliqué Omar Hilale.

Répondant à la prétention de l'Ambassadeur algérien sur l'impatience de son pays pour le règlement de la question du Sahara, et les raisons pour lesquelles cette question revient chaque année au C24, le Diplomate marocain a rappelé que cela est le résultat du refus de l'Algérie de prendre part aux Tables Rondes dans le cadre du processus politique mené sous l'égide exclusif de l'ONU pour trouver une solution à ce dossier.

En réponse à la référence de l'Ambassadeur algérien au référendum au Sahara, Omar Hilale a rappelé que le Conseil de Sécurité a enterré cette option depuis un quart de siècle. Réagissant à la référence faite par Amar Bendjama, au sujet d'une prétendue «occupation» du Sahara et à la mention sélective du droit à l'autodétermination, Omar Hilale a indiqué «qu'il y a un peuple en Algérie, le peuple Kabyle qui attend son autodétermination, depuis plus de 150 ans (...)» ■



الـخزينة العامة للمملكة

•٠٠٠ ٢ ١ ٨ + • ٢٠٠٢ ١ + XH٨٤٨+
TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME

الأداء قبل هذه الآجال PAYER DANS LES DÉLAIS



رسم السكن

ورسم الخدمات الجماعية

TAXE D'HABITATION

TAXE DE SERVICES COMMUNAUX

للمساهمة في تنمية

مدينتي

Contribuer
au développement
de MA VILLE

الغرامة والزيادة عن التأخير : 15 % ابتداء من الشهر الأول عن التأخير و 0.5 % عن كل شهر إضافي.
Pénalités et majorations de retard : 15% à partir du 1^{er} mois de retard et 0.5% pour chaque mois additionnel



شبابيك الخزينة العامة للمملكة

Guichets de la Trésorerie
Générale du Royaume



تحويل بنكي

Virement bancaire



الأداء الإلكتروني عبر الموقع

Païement électronique
www.tgr.gov.ma



33^{ème} Sommet Arabe Excellentes recommandations... Sans impact !

Le contexte géopolitique étant frappé par la crise qui est la sienne en cette année 2024, notamment dans la Région du Proche Orient, dont la tragédie concerne au premier chef les Etats arabes, le 33^{ème} Sommet Arabe était attendu avec grande attention... Mais sans illusions, tant l'incapacité des Arabes à unir leurs rangs leur colle au fronton de la Ligue qui les rassemble.



Des décisions déterminantes sont-elles ressorties de ce Sommet qu'a accueilli Bahreïn le 16 mai 2024 ?

Réponse de Normand: Oui et non.

Oui, parce qu'outre les recommandations habituelles que l'on retrouve dans la Déclaration finale, d'autres –concernant notamment la question palestinienne- ont surpris par

leur pertinence, leur clairovoyance, voire leur audace. Non, parce qu'aussi pertinentes soient-elles et malgré l'unanimité dont elles peuvent se prévaloir dans le cadre de ce 33ème Sommet, ces recommandations restent condamnées à n'avoir aucune prise sur le terrain où, pendant qu'elles étaient débattues puis rendues publiques, les bombes israéliennes conti-

nuaient de faucher les civils et détruire tout de qui tient encore debout à Gaza, sans que ni l'Israël de Netanyahu et son gouvernement extrémiste, ni ses alliés américains et européens ne changent d'un iota le fond de leur pensée (et la politique qui va avec)...

Pourquoi cet «effet zéro» de l'impact des décisions des Etats arabes ?

Le Roi du Maroc, SM Mohammed VI, en a pointé la cause dans le Discours qu'il a adressé à ce 33ème Sommet (voir le texte intégral du Discours, pages suivantes) et résumé la solution en une seule phrase: «L'avenir de la Nation arabe reste tributaire de la capacité à concevoir une Vision stratégique commune adossée à une Volonté politique sincère, pour consolider son unité et resserrer ses rangs».

«Vision stratégique commune», «Volonté politique sincère», voilà ce qui ferait de la Ligue Arabe -et des 22 Etats qu'elle réunit sans les unir- une force qui compte et dont on tient compte sur l'échiquier international.■

B. Amrani

Ces pertinentes recommandations

Le 33ème Sommet de la Ligue des États arabes, qui s'est tenu le 16 mai à Manama, à Bahreïn, avec la participation de Rois, chefs d'Etat et de Gouvernements des pays membres, devait permettre aux dirigeants arabes d'examiner une série de questions d'ordre politique, économique, social, culturel, sécuritaire... Et, bien sûr, le projet de Déclaration finale devant sanctionner les travaux du Sommet.

Texte, qui a en effet été adopté en clôture du Sommet.

Dans cette Déclaration finale, les dirigeants arabes ont, certes, réitéré leurs positions de principe, régulièrement rappelées –mais qui sont incontestablement d'actualité, tant les phénomènes en cause restent présents, voire s'accroissent.

Ils ont ainsi rappelé leur rejet catégorique de toute forme de soutien apporté aux groupes armés ou milices, qui suivent ou exécutent des agendas étrangers contraires aux intérêts suprêmes des pays arabes.

Les dirigeants arabes ont réaffirmé à cet égard leur solidarité avec l'ensemble des pays arabes dans la défense de leur souveraineté et de leur intégrité territoriale et la protection de leurs institutions nationales contre toute tentative d'agression étrangère, d'hégémonie, ou d'atteinte à la souveraineté et aux intérêts arabes.

Ils ont aussi, comme lors des Sommets précédents, réitéré la position arabe constante contre le terrorisme, sous toutes ses formes et manifestations et leur refus total de ses motivations et prétextes ; décidés à assécher ses sources de financement, ainsi qu'à soutenir les efforts internationaux qui ont pour but de lutter contre les organisations terroristes extrémistes, de bloquer leurs financements et de faire face à ce phénomène et aux menaces qu'il fait peser sur la paix et la sécurité internationales.



A ce sujet d'ailleurs, les Dirigeants arabes ont, dans leur Déclaration finale, salué les initiatives marocaines en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme.

Tout cela étant réaffirmé –et le Sommet

arabe ayant consacré une grande partie de ses discussions à la question palestinienne- la Déclaration finale du 33ème Sommet des Etats de la Ligue Arabe a aussi comporté des recommandations inédites, qui méritent toute l'attention

du 33ème Sommet Arabe...



de la communauté internationale et, plus encore, une mobilisation générale pour leur mise en application... Parce qu'elles permettraient d'aboutir –in fine– à une solution de paix dans le conflit israélo-palestinien... Et, en attendant, de proté-

ger les populations de cette région, tant côté palestinien qu'israélien. Les dirigeants arabes ont, en effet, appelé au déploiement de forces internationales de maintien de la paix, relevant des Nations Unies, aussi bien à

Gaza qu'en Cisjordanie, dans l'attente de la mise en œuvre de la solution à deux Etats.

Ils ont insisté sur la responsabilité qui incombe au Conseil de sécurité de l'ONU afin qu'il prenne des mesures claires pour mettre en œuvre la solution à deux Etats. Mieux encore, afin que le processus ne traîne pas jusqu'à se perdre, comme tous les plans qui l'ont précédé, ils ont appelé à établir un échéancier à ce processus politique.

Et pour conclure sur la question du conflit israélo-palestinien, les Dirigeants arabes ont appelé à une Résolution portant création de l'Etat palestinien indépendant, souverain et viable, avec Al Qods-Est comme capitale, vivant côte à côte avec Israël, conformément à la légalité internationale et aux cadres de référence pertinents, dont l'Initiative de paix arabe.

Si de telles recommandations étaient prises en compte et mises en œuvre, ce conflit israélo-palestinien qui déchire la Région depuis 1948–et aujourd'hui impacte le monde entier– trouverait enfin une issue honorable pour tous et surtout salubre pour ces populations dont les morts ne se comptent plus. ■

Au 33ème Sommet de la Ligue des Etats arabes tenu jeudi 16 mai à Manama (Bahreïn), Sa Majesté le Roi Mohammed VI était représenté par le Chef du gouvernement, Aziz Akhannouch. La délégation marocaine comprenait le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, Nasser Bourita, l'ambassadeur du Maroc au Bahreïn, Mustapha Benkhayti et l'ambassadeur du Maroc au Caire et délégué permanent du Royaume auprès de la Ligue arabe, Mohamed Ait Ouali. ■

Document

Les messages forts du Roi du Maroc au 33ème Sommet Arabe

Le 33ème Sommet des Etats de la Ligue arabe a été marqué par un Discours de Sa Majesté le Roi, lu en son nom par le Chef du Gouvernement, Aziz Akhannouch, dans lequel le Souverain a, comme à son habitude, tenu un langage de respect et considération mutuels à ses frères arabes, mais aussi de conviction et de franchise. Et ce, autant en ce qui concerne l'unité des rangs arabes, qu'en ce qui concerne les positions du Maroc concernant la question palestinienne.

Un message où le Souverain exprime son vif souhait de voir s'établir une Union arabe réelle, incontournable sur la scène internationale, efficace et utile pour les populations qui en relèvent.

Voici les messages forts de ce Discours (texte intégral).

Le 33ème Sommet des Etats de la Ligue arabe a été marqué par un Discours de Sa Majesté le Roi, lu en son nom par le Chef du Gouvernement, Aziz Akhannouch, dans lequel le Souverain a, comme à son habitude, tenu un langage de respect et considération mutuels à ses frères arabes, mais aussi de conviction et de franchise.

Et ce, autant en ce qui concerne l'unité des rangs arabes, qu'en ce qui concerne les positions du Maroc concernant la question palestinienne.

Un message où le Souverain exprime son vif souhait de voir s'établir une Union arabe réelle, incontournable sur la scène internationale, efficace et utile pour les populations qui en relè-



vent.

Voici les messages forts de ce Discours (texte intégral).

«Louange à Dieu, Prière et Salut sur le Prophète, Sa famille et Ses compagnons.

Très Cher Frère, Sa Majesté le Roi Hamad ben Issa Al-Khalifa, Souverain du Royaume de Bahreïn, Président du 33ème Sommet Arabe,

Majestés, Excellences, Altesses,

Excellence le Secrétaire général de la Ligue des Etats Arabes,

Je tiens, tout d'abord, à exprimer mes plus vifs remerciements et ma Haute considération à mon très cher Frère, Sa Majesté le Roi Hamad ben Issa Al-Khalifa, pour l'aimable invitation qu'il nous a adressée pour assister à ce Sommet arabe. A cet égard, nous souhaitons au Royaume Frère de Bahreïn plein succès durant sa Présidence de la 33ème session de ce Sommet.

Je remercie également chaleureusement mon Auguste Frère, le Serviteur des deux Lieux

Saints, le Roi Salmane Ben Abdelaziz, ainsi que son Prince Héritier, Son Altesse Royale le Prince Mohammed Ben Salmane, pour la présidence réussie de la précédente session du Sommet arabe.

Majestés, Excellences, Altesses,

La tenue de cet important Sommet dans une conjoncture régionale et internationale critique, traduit notre souci commun d'aborder nos questions prioritaires selon une approche prospective et réaliste visant à améliorer la situation actuelle et relever les défis de sécurité et de développement auxquels fait face la Nation arabe.

A cet égard, en ces moments difficiles que traverse la question palestinienne à la suite de l'agression israélienne flagrante contre la bande de Gaza, nous ne sommes que plus déterminé à maintenir la Cause palestinienne au centre de toute action visant à instaurer une paix juste et durable dans la région du Moyen-Orient.

A ce propos, nous réaffirmons notre soutien constant au Peuple palestinien frère pour recouvrer ses droits légitimes et établir son Etat indé-

pendant et souverain, sur les frontières du 4 juin 1967, avec Al-Qods-Est pour Capitale, sur la base de la solution à deux Etats.

Les actes de représailles perpétrés dans la bande de Gaza ont révélé de graves violations qui vont à l'encontre des dispositions du droit international et du droit international humanitaire.

Aussi, nous réitérons Notre vive condamnation du meurtre d'innocents.

Nous réaffirmons également que le fait d'imposer une réalité nouvelle dans la bande de Gaza et les tentatives de déplacement forcé des Palestiniens sont inacceptables, car ils ne font qu'aggraver la situation et générer plus de violence et d'instabilité.

Dans le même ordre d'idées, nous réaffirmons que la bande de Gaza fait partie intégrante des territoires palestiniens et de l'État palestinien unifié.

De ce fait, nous insistons avec force sur la nécessité d'acheminer, de manière rapide et durable, les aides humanitaires aux Palestiniens dans l'ensemble de la bande de Gaza et de renforcer la protection des civils non armés. En qualité de Président du Comité Al-Qods, nous continuerons, en étroite coordination avec notre Frère, Son Excellence, Monsieur Mahmoud Abbas, Président de l'État de Palestine, à tout mettre en œuvre pour préserver le statut juridique et le cachet historique et civilisationnel de la Ville sainte.

En parallèle, grâce au travail mené sur le terrain par l'Agence Bayt Mal Al-Qods, le bras exécutif du Comité Al-Qods, nous poursuivons la mise en œuvre de programmes et de projets concrets visant à sauvegarder l'identité culturelle de la Ville sainte et à améliorer la situation sociale et les conditions de vie de la population maqdessie afin de l'aider à résister et à se maintenir dans la Ville sainte.

Concernant la situation douloureuse et déplorable qui sévit dans certains pays arabes frères, le Royaume du Maroc nourrit l'espoir d'un retour à la stabilité dans ces pays, en privilégiant le dialogue et les initiatives pacifiques, loin de la logique de la force et des options militaires, de sorte que soient trouvées des solutions concrètes, efficaces et durables.

Majestés, Excellences, Altesses,

Nous constatons, à notre grand regret, que la complémentarité et l'intégration économiques entre les pays de notre Organisation demeurent en deçà de nos attentes, même si nos Etats disposent de tous les atouts pour y parvenir.

A cet égard, il faut souligner que cet état de fait n'est pas une fatalité. Par conséquent, il convient d'adopter une approche réaliste qui croit en l'idée de construire un projet commun et respecte les principes de bon voisinage, de souveraineté nationale et d'intégrité territoriale des pays. Il importe aussi de se garder de toute ingérence dans leurs affaires, et de s'abstenir d'alimenter les velléités de division et de séparatisme.

Dans ce contexte, nous ne pouvons que déplorer, une fois de plus, le fait que l'Union du Maghreb Arabe ne remplisse pas le rôle naturel qui lui revient, en appui au développement commun des Etats maghrébins, en garantissant, notamment, la libre circulation des personnes, des capitaux, des biens et des services entre ses cinq pays membres.

Majestés, Excellences, Altesses,

L'avenir de la Nation arabe reste tributaire de la capacité à concevoir une vision stratégique commune adossée à une volonté politique sincère, pour consolider son unité et resserrer ses rangs, au service des intérêts communs de nos peuples, et de manière à concrétiser leurs aspirations à davantage d'entente, d'interaction et de complémentarité entre leurs différentes composantes.

Pour cela, une attention toute particulière doit être portée à nos ressources humaines et, au premier rang, la jeunesse arabe à laquelle il convient d'ouvrir de meilleures perspectives de qualification et d'évolution, en mettant notamment à sa disposition les outils et les supports pédagogiques et de formation modernes. Il sied également de créer, au profit de ces jeunes, plus d'opportunités d'emplois dans divers domaines de manière à favoriser leur participation à la vie politique et leur insertion socio-économique.

En effet, façonner et former une jeunesse consciente et responsable, véritable richesse de nos Etats, est le meilleur moyen de consolider leur position, de les mettre en capacité d'affronter leurs enjeux décisifs afin qu'ils puissent in fine s'affirmer comme des acteurs influents dans leur environnement régional et international.

Je prie le Très-Haut de couronner de succès l'œuvre que nous entreprenons pour le plus grand bien de notre Nation arabe et pour répondre aux attentes légitimes de nos peuples.

Wassalamou alaïkoum warahmatoullahi wabarakatouh.■

► La Déclaration du Bahreïn, adoptée à l'issue du 33ème Sommet arabe, a apporté son soutien au rôle de la Présidence du Comité Al-Qods et de l'Agence Bayt Mal Al-Qods, assurée par le Roi du Maroc, SM Mohammed VI.

Ce soutien a été exprimé par les dirigeants arabes dans leur résolution intitulée «Les développements de la situation et les violations israéliennes dans la ville d'Al-Qods occupée». Les Dirigeants arabes ont, dans une autre décision relative au «soutien au budget de l'Etat de Palestine et à la résistance du Peuple palestinien», remercié le Royaume du Maroc pour avoir versé une partie de sa contribution à l'augmentation du capital du Fonds Al-Qods et Al-Aqsa, d'une valeur de 12,5 millions de dollars.

► Le Sommet arabe de Manama a salué, par ailleurs, les initiatives marocaines en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme. Dans sa décision relative à «La préservation de la sécurité arabe, la lutte antiterroriste et le développement du système arabe en la matière», le Sommet s'est félicité de l'initiative du Royaume du Maroc d'abriter le Bureau du programme des Nations unies pour la lutte contre le terrorisme et la formation en Afrique. Il a appelé à continuer de tirer profit de la Fondation Mohammed VI des Oulémas africains et de l'Institut Mohammed VI de formation des Imams, Mourchidines et Mourchidates.

► Dans une autre décision intitulée «Suivi des interactions arabes avec les questions des changements climatiques», le Sommet s'est félicité du bilan positif de la Présidence marocaine de l'Assemblée des Nations Unies pour l'Environnement (UNEA-6) au titre de la période 2022-2024. Cette décision salue les conclusions des Assemblées annuelles du Groupe de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire international, organisées à Marrakech du 9 au 15 octobre 2023. Notamment, celles relatives au financement des actions climatiques et à la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD).

► Les efforts du Maroc en vue d'obtenir des compromis entre les parties libyennes pour une solution consensuelle, ont été mis en évidence dans le Rapport de la présidence du 32ème Sommet arabe sur l'action de l'Instance de suivi de mise en œuvre des décisions et des engagements pris.

Ce Rapport fait référence au communiqué du Secrétaire général de la Ligue des Etats Arabes, daté du 8 juin 2023, dans lequel il salue la tenue au Maroc (à Bouznika à partir du 22 mai 2023) des réunions de la Commission mixte (6+6) chargée de préparer les lois électorales en Libye. Le 33ème Sommet, de son côté, a souligné, dans sa décision relative à la situation en Libye, la centralité de l'Accord politique signé en 2015 à Skhirat comme cadre général de règlement à même de favoriser la réconciliation nationale entre les parties libyennes.■

Le Maroc fête ses deux valeurs sûres, sa défense et sa sécurité

Deux anniversaires, deux grandes institutions du Royaume qui fêtent leurs 68 ans.

Certes, il y a les 68 ans de services à la Nation. Mais il y a surtout ce que, au terme de ces 68 ans, sont devenues ces deux valeurs sûres du Maroc, symboles de l'indépendance du pays, de sa Souveraineté, de sa défense et de sa sécurité.

Les Forces Armées Royales (FAR), aujourd'hui, ce sont ces officiers et soldats qui protègent les frontières du Pays. Frontières terrestres – notamment sur le front Est et Sud- maritimes et aériennes. Ou encore qui participent aux missions onusiennes de maintien de la paix dans plusieurs régions du monde. Mais ce sont aussi ces fils du Peuple qui courent au secours du Peuple, lorsqu'une catastrophe comme celle du séisme d'El Haouz le frappe. Le monde entier a pu voir leur efficacité sous la Direction du Chef suprême et Chef d'Etat-Major Général des Forces Armées Royales, Sa Majesté Mohammed VI. Quant à la DGSN, aujourd'hui, il n'est même plus besoin de dire ce qu'elle est, ce qu'elle fait !

Ses compétences, reconnues à l'échelle nationale pour leur si efficace préservation de la sécurité et stabilité in-



ternes, ont, depuis longtemps acquis une réputation qui a franchi les frontières... Les alliés du Maroc qui y ont recours ne se comptent plus, reconnaissants de ce que la DGSN marocaine leur évite bien des tragédies, déjouant les plans les plus diaboliques du terrorisme et

des mafias.

Les FAR 68 ans le 13 mai 2024. La DGSN 68 ans le 16 mai.

Deux anniversaires qui renvoient le citoyen aux souvenirs de l'Indépendance, tout en alimentant sa fierté du présent et sa sérénité pour le futur de sa chère Patrie ■

Les FAR 68 ans de réalisations

Le 68ème anniversaire de la création des Forces Armées Royales (FAR), que fête le Maroc, est une occasion pour se remémorer les importantes réalisations et les grands sacrifices consentis par cette prestigieuse institution qui veille sur les intérêts suprêmes de la Nation, sous la conduite éclairée de SM Mohammed VI, Chef suprême et Chef d'État-Major Général des Forces Armées Royales.

Cette institution, née le 14 mai 1956, lorsqu'au lendemain de l'Indépendance, Feu SM Mohammed V avait chargé Feu SM Hassan II, alors Prince Héritier, de former le premier noyau des FAR et de le charger de la défense de la patrie, fait aujourd'hui la fierté de tous les Marocains, constituant un rempart des plus redoutables contre toute tentative d'atteinte à l'unité nationale. Au Sahara, le long du mur de défense, les mercenaires du Polisario le vérifient chaque jour.

Mais il n'y a pas que la défense des frontières au tableau des activités des FAR.

L'année dernière, par exemple (2023) a été marquée par la présence remarquée des FAR sur plusieurs fronts: service militaire, soutien aux victimes du séisme d'Al Haouz et aux populations affectées par les intempéries, participation aux missions humanitaires et opérations de maintien de la paix dans plusieurs régions du monde....

Depuis plusieurs années, le Maroc préside le Groupe de coordination du Mouvement des pays non alignés sur le maintien de la paix des Nations unies à New York. Le Royaume a été également à l'origine de la création du Groupe de lutte contre le discours de haine et de désinformation contre les casques bleus de l'ONU. Le Maroc est classé, à ce titre, parmi les dix

premiers pays au monde qui contribuent le plus aux opérations de maintien de la paix des Nations unies. Et ça continue... Le Maroc a réaffirmé, lors de la Conférence ministérielle de maintien de la paix des Nations unies tenue les 5 et 6 décembre dernier à Accra, sa volonté de poursuivre son action pour renouveler les cadres politiques du maintien de la paix de l'ONU.

A l'occasion de leur 68ème anniversaire, SM Mohammed VI, Chef Suprême et Chef d'Etat-Major général des Forces Armées Royales, a adressé un Ordre du jour aux Officiers, Officiers du rang et Militaires du rang. «L'accomplissement des grandes missions qui vous sont confiées pour la défense de la Patrie et de son intégrité territoriale, ainsi que vos efforts soutenus au service de votre pays dans les diffé-

rents domaines militaires, sécuritaires, humanitaires, sociaux et éducatifs, outre votre ferme engagement, avec responsabilité et sérieux, font de vous un exemple à suivre en matière de fidélité et de générosité», leur a dit le Souverain. Et de leur annoncer: «En vue de développer le système de formation militaire supérieure, Nous avons ordonné la construction d'un nouveau siège du Collège Royal de l'Enseignement Militaire Supérieur, en tant que pôle universitaire intégré, qui abrite l'ensemble des écoles de formation militaire supérieure des officiers des différentes composantes terrestres, aériennes, navales et de la Gendarmerie Royale, et assure un enseignement complet, conformément aux curricula et techniques modernes et développées, et ouvert à l'espace continental et international».■

La DGSN

68 ans de protection de l'ordre public et des citoyens

Depuis sa création le 16 mai 1956, la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) a gagné le respect et la considération des citoyens marocains, ainsi que des partenaires internationaux, en raison de son efficacité face aux grands défis sécuritaires.

Depuis lors, la DGSN n'a cessé de relever les nouveaux défis inhérents à la sécurité via des actions proactives de lutte contre la criminalité, à la faveur d'une présence efficace sur le terrain et d'une vigilance accrue.

C'est ainsi que sous la direction de son chef, Abdellatif Hammouchi, elle s'est employée à renforcer ses structures, à moderniser ses méthodes de fonctionnement, à doter ses unités d'intervention du soutien nécessaire sur les plans technique et logistique...

Elle a également mis en oeuvre des programmes de formation destinés à renforcer le rôle stratégique de la police scientifique et technique et à mettre à disposition l'expertise nécessaire dans la lutte contre la criminalité au profit de la police judiciaire. De même qu'elle a mis en place une police de proximité, qui intervient en temps réel et opère avec fermeté.

Faut-il le rappeler, la Sûreté Nationale force l'admiration par sa vigilance, son action remarquable et ses opérations proactives dans la lutte contre le terrorisme.

Ses renseignements précis ont permis de mettre



en échec plusieurs plans terroristes dans de nombreux pays à travers le monde, notamment aux États-Unis et en Espagne.

Sachant que la question sécuritaire est une composante essentielle des dossiers de candidature du Maroc pour accueillir les grands événements internationaux sportifs, sécuritaires, économiques et culturels, les services de communication de la Sûreté nationale accompagnent et documentent les opérations régulières associées à toutes les importantes manifestations organisées au Maroc, dont les Assemblées annuelles du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds Monétaire International (FMI) et la 47ème Conférence des dirigeants arabes de la police et de la sécurité.

Ils ont également documenté toutes les opérations régulières liées aux matchs sportifs de dimension continentale et internationale organisés au Maroc, permettant ainsi de renforcer la candidature du Maroc à accueillir les manifestations sportives d'envergure.

Au cours de l'année 2024, la DGSN compte consolider les acquis réalisés au niveau de la modernisation des infrastructures et des services de police, tout en les développant de manière à répondre aux attentes des citoyens.

A l'occasion de son 68ème anniversaire, la DGSN organise la 5ème édition de ses Journées portes ouvertes, du 17 au 21 mai 2024, au parc des expositions de la ville d'Agadir.■

L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), estime que les océans contribuent à hauteur de 1.500 milliards de dollars par an à l'économie mondiale. Selon l'OCDE, ce chiffre devrait doubler d'ici 2030 pour atteindre 3.000 milliards de dollars.

Dans ce contexte, la Vision avant-gardiste de SM le Roi Mohammed VI pour l'Atlantique, représente une approche ambitieuse et innovante pour permettre aux Etats du Sahel, de bénéficier collectivement des richesses humaines et naturelles dont regorge cette Région.

Afin d'appréhender les différentes facettes de l'Initiative Royale, le magazine Maroc Diplomatique a réuni le gotha continental de l'économie, de la finance et de la diplomatie, dans le cadre de la 3ème édition du Forum MD Sahara.

Lors de cet événement qui a duré deux jours à Rabat (10-11 mai 2024) sous le thème: «Façade atlantique 2030, une Vision Royale pour une ère de connexion et de prospérité transcontinentale», l'Ambassadeur-Représentant Permanent du Maroc à l'ONU, Omar Hilale et plusieurs autres experts marocains et africains de divers horizons, ont décortiqué les différents aspects de l'Initiative Atlantique de SM le Roi Mohammed VI.

Le tout, conformément au déroulé prévu par Souad Mekkaoui et Hassan Alaoui, Co-fondateurs de Maroc Diplomatique, qui veillent depuis 2021, à la réussite de ce Forum devenu un rendez-vous annuel incontournable■

Forum MD Sahara 2024

L'Initiative Royale pour l'Atlantique, promesse d'un avenir meilleur pour l'Afrique

Organisée par le magazine Maroc Diplomatique, la 3ème édition du Forum Annuel MD Sahara s'est tenue les 10 et 11 mai 2024 à Rabat sous le thème: «Façade atlantique 2030, une Vision Royale pour une ère de connexion et de prospérité transcontinentale».

Durant deux jours, des experts reconnus du monde diplomatique, politique et économique marocains et étrangers, ont mis en lumière et examiné en profondeur, le potentiel que recèle l'Initiative internationale lancée par SM le Roi Mohammed VI pour favoriser l'accès des pays du Sahel à l'Océan Atlantique, le 6 novembre 2023 à l'occasion du 48ème Anniversaire de la Marche Verte.

Ouvrant les travaux du Forum MD Sahara 2024, Hassan Alaoui, Co-fondateur et Directeur de publication de Maroc Diplomatique a affirmé que cet événement s'inscrit dans la continuité des efforts déployés pour le développement des Provinces du Sud du Royaume, notant que la thématique choisie pour cette édition met en lumière la position géopolitique stratégique du Maroc, entre la Méditerranée et l'Atlantique.

Une approche globale pour libérer le potentiel africain

Dans ce contexte, Hassan Alaoui a mis en relief la vocation maritime indéniable du Maroc ainsi que l'histoire maritime du Royaume, marquée par des voyages audacieux vers les Amériques dès 1737. «Le

Maroc n'a jamais tourné le dos à la mer. Notre histoire et notre développement en témoignent», a-t-il précisé, faisant observer que la réhabilitation d'un cimetière marin au Cap Vert par SM le Roi Mohammed VI après son intronisation en 1999, constitue une preuve supplémentaire de l'attachement du Royaume à son héritage maritime.

«Le Forum MD Sahara s'insère dans la vision souverainiste de Sa Majesté le Roi qui englobe les aspects diplomatiques, économiques et sécuritaires», a-t-il ajouté, notant que «l'Afrique doit impérativement maîtriser la gestion de l'Atlantique, et ce à l'aune des défis actuels, notamment en matière de sécurité maritime».

De son côté, la Directrice Générale Co-fondatrice de Maroc Diplomatique, Souad Mekkaoui, a souligné qu'en ces temps de transformations majeures et de défis globaux aux niveaux continental et international, la Vision Royale pour la façade atlantique transperce les frontières pour embrasser une ambition panafricaine, en tissant des stratégies novatrices pour une prospérité partagée et une connectivité étendue.

«Lancée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, lors du 48ème Anniversaire de la Marche verte, cette initiative a marqué



le début d'une nouvelle ère de coopération africaine, définissant un futur ambitieux pour une Afrique atlantique unie et prospère», a-t-elle relevé.

Cette vision, véritable catalyseur de changement dans le panorama géostratégique de notre continent, se présente non seulement comme une directive pour l'Afrique, mais aussi comme un engagement envers un développement intégré et inclusif, nourri par l'audace et l'innovation, a ajouté Souad Mekkaoui.

Et d'ajouter que «l'Initiative Royale Atlantique inaugure un nouveau chapitre dans le développement africain en lançant une stratégie audacieuse qui insère l'intégration économique, la coopération régionale et la sécurité», notant qu'en offrant aux pays du Sahel un accès privilégié aux infrastructures marocaines, ce projet est destiné à révolutionner l'économie de ces pays, en brisant les barrières géographiques et en facilitant leur insertion dans l'économie mondiale.

Avec une politique avant-gardiste, le Maroc transforme sa façade atlantique en porte d'accès vers une intégration africaine plus profonde, prélude à un dialogue transcontinental enrichi, a indiqué la Directrice Générale et Co-fondatrice

du magazine Maroc Diplomatique.

La Séance plénière inaugurale de la 3ème édition du Forum MD Sahara a connu la participation du ministre de l'Industrie et du Commerce, Ryad Mezzour, le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation, Abdellatif Miraoui et Aawatif Hayar, ministre de la Solidarité, de l'Insertion sociale et de la Famille.

Parce qu'ensemble on va plus loin !

Dans son allocution, Ryad Mezzour a mis en avant la Vision Royale pour l'Afrique de demain. «Le Maroc est, avant tout, guidé par la générosité, l'humanisme et l'ambition collective, de progresser ensemble et conjuguer nos efforts pour ensuite partager les fruits de notre labeur», a affirmé le ministre, soulignant que les deux dernières décennies ont été marquées par une transformation nationale sans précédent et des progrès remarquables dans tous les secteurs, avec une valorisation industrielle significative.

«La diversification et la mise en valeur des talents sont au cœur de cette évolution. 85 % des exportations marocaines sont constituées de produits manufactu-

rés, relevant des gammes supérieures et intermédiaires», a affirmé le ministre de l'Industrie et du Commerce.

Abordant la pertinence du thème du Forum MD Sahara 2024 à savoir «Façade atlantique 2030, une Vision Royale pour une ère de connexion et de prospérité transcontinentale», Abdellatif Miraoui a rappelé que sa thématique s'aligne parfaitement avec la Vision avant-gardiste de SM le Roi Mohammed VI pour une Afrique résolument tournée vers le progrès et la prospérité.

Poursuivant sur cette lancée, le ministre a souligné la dynamique démographique que connaît le Continent africain. «Démographiquement, nous constituons 16 % de la population mondiale en 2022, et nous représenterons plus de 27 % en 2050», a-t-il dit.

Soulignant l'importance du capital humain dans toute œuvre de développement, Abdellatif Miraoui a rappelé la coopération structurante entre le Maroc et ses partenaires africains, notamment dans le domaine de l'enseignement supérieur en matière de mobilité des étudiants, de Co-publication scientifique et d'échange d'expertise et d'expérience entre les universités marocaines et leurs homo-→

→ logues africaines. Le ministre a, en outre, mis en relief les perspectives qui se profilent en la matière dans le cadre du Pacte d'Accélération de la Transformation de l'Ecosystème de l'Enseignement Supérieur (Pacte ESRI 2030) qui ambitionne d'ériger le Maroc en hub continental dans le domaine de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Ayant pour objectif l'édification d'un nouveau modèle de l'Université marocaine, ce Plan couvre 4 dimensions structurantes ayant trait à la rénovation pédagogique, l'édification d'une recherche scientifique au diapason des standards internationaux, et la mise en place d'un système de gouvernance alliant transparence et efficacité.

Pour sa part, la ministre de la Solidarité, de l'Insertion sociale et de la Famille a souligné que l'Initiative Royale pour l'Atlantique s'inscrit pleinement dans le cadre des Objectifs de Développement Durable en Afrique et ceux de l'Agenda 2063.

«A travers les multiples Initiatives lancées par SM le Roi Mohammed VI, notamment la généralisation de la couverture sociale à tous les Marocains, le Royaume a franchi des pas importants vers le renforcement des filets sociaux, sachant que le développement d'un pays est tributaire et se mesure à son aptitude à prendre en charge les personnes vulnérables ou qui se trouvent dans une situation de précarité», a noté Aawatif Hayar. La ministre n'a pas omis de rappeler les efforts consentis et les programmes déployés par le Maroc, sous la conduite Royale, pour permettre une meilleure inclusion sociale des femmes africaines. «Le Maroc a mis en place des programmes et mis sur pied des infrastructures dédiées pour l'accompagnement des femmes victimes de violence.

Aawatif Hayar a assuré que le Maroc est disposé à partager son expérience dans le domaine social avec ses partenaires africains. «L'ambition du Maroc n'est autre que de construire une Afrique résiliente, capable de prendre son destin en main pour le bien-être des générations actuelles et futures», a indiqué la ministre. ■

Mohcine Lourhzal

Au micro du Reporter

Hassan Alaoui, Co-fondateur et Directeur de publication de Maroc Diplomatique

«Faire de la zone afro-atlantique un espace de développement et de prospérité partagée».



«**L**a 3ème édition du Forum Annuel MD Sahara est exceptionnelle dans toutes ses modalités, notamment par la thématique abordée, à savoir, la Façade atlantique 2030, une Vision Royale pour une ère de connexion et de prospérité transcontinentale, que par la valeur intrinsèque des personnalités des experts et de l'ensemble des

participants.

Cette année, le Forum MD Sahara a eu lieu dans un contexte particulier, marqué par une actualité qui s'inscrit dans la nouvelle perspective tracée par SM le Roi Mohammed VI qui est évidemment celle de l'Initiative Atlantique.

Le Maroc est adossé à deux océans, deux Mers à savoir la Méditerranée qui est notre Mer nourricière et l'Océan Atlantique qui constitue la porte d'ouverture du Maroc et de l'Afrique sur l'Amérique Latine et du Sud. Le Forum MD Sahara qui en est à sa 3ème édition, se propose de mettre en avant et d'aborder en profondeur les forces et opportunités de ce paradigme nouveau et cette Feuille de Route ambitieuse tracée par SM le Roi Mohammed VI.

Il s'agit également de donner la possibilité aux acteurs principaux, de débattre des innombrables opportunités qu'offre l'Initiative Royale pour l'Atlantique qui vise à faire de la zone afro-atlantique un espace de développement et de prospérité partagée». ■

Souad Mekkaoui, Co-fondatrice et Directrice de publication du magazine Maroc Diplomatique

«Il est temps que le continent africain passe à l'action et prenne son destin en main»

«**N**ous avons choisi d'organiser la 3ème édition du Forum Annuel MD Sahara exceptionnellement à Rabat, après deux éditions qui avaient eu lieu à Dakhla.

Pour cette année, on a choisi comme thématique La Façade Atlantique 2030, une Vision Royale pour une ère de connexion et de prospérité transcontinentale, dans le cadre de l'Initiative Atlantique lancée par SM le Roi Mohammed VI lors du Discours Royal à l'occasion du 48ème Anniversaire de la Marche Verte.

Nous avons eu droit à des exposés de grande envergure, à savoir par exemple la première plénière officielle qui a été marquée par des allocutions prononcées par des ministres marocains à l'instar de Ryad Mezzour, Abdellatif Miraoui et Aawatif Hayar, suivie d'une conférence exceptionnelle de l'Ambassadeur-Représentant Permanent du Maroc auprès des Nations-Unies, Omar Hilale.

Les débats se sont déroulés sans langue de bois. Nous avons voulu sortir des sentiers battus en invitant d'éminentes personnalités



marocaines et étrangères, panélistes et conférenciers qui se sont penchés sur les défis et perspectives de l'ouverture de la Façade Atlantique au pays du Sahel.

Les Etats africains sont invités à s'approprier l'Initiative Royale pour l'Atlantique pour travailler ensemble main dans la main. SM le Roi a appelé à plusieurs reprises, à ce que l'Afrique fasse confiance à l'Afrique. En effet, il est temps que le continent africain passe à l'action et prenne son destin en main». ■

Accès des pays du Sahel à l'Atlantique

Omar Hilale explique et expose les multiples facettes de l'Initiative Royale

La 3ème édition du Forum MD Sahara a été rehaussée par la participation de Omar Hilale. L'Ambassadeur-Représentant Permanent du Maroc auprès de l'Organisation des Nations-Unies (ONU) a gratifié l'assistance d'un exposé à la fois clair et pertinent, dans lequel il a présenté une analyse exhaustive des opportunités qu'offre l'Initiative Atlantique, lancée par SM le Roi Mohammed VI, en novembre 2023.



Omar Hilale a entamé son exposé en rappelant le Discours de SM le Roi au Forum Economique Maroc-Côte d'Ivoire à Abidjan en 2014, dans lequel le Souverain avait souligné que l'Afrique est un grand continent par ses forces vives, ses ressources et ses potentialités qui doivent se prendre en charge et reprendre sa confiance en elle, dans le cadre de partenariats mutuellement bénéfiques et de projets de développement social et humain.

L'Ambassadeur-Représentant Permanent du Maroc à l'ONU a souligné que «dans le cadre de cette Volonté Royale de voir émerger une Afrique nouvelle, le Souverain a lancé en novembre 2023, une Initiative, un appel pour faire de l'Atlantique un espace de coopération et d'intégration avec les pays qui sont enclavés à savoir, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad».

Un projet d'avenir pour l'Afrique qui fait des jaloux

Omar Hilale a expliqué que l'Initiative Royale pour l'Atlantique se caractérise par une double

symbolique. «Sur le plan national, cette Initiative a été annoncée par le Souverain à l'occasion du 48ème Anniversaire de la Marche Verte, le 6 novembre 2023», a rappelé le Diplomate marocain. «Le timing de l'annonce par SM le Roi de l'Initiative Atlantique est une manière de confirmer les liens historiques, dynastiques, spirituels, économiques et culturels du Sahel avec le Maroc, à travers son Sahara», a relevé l'Ambassadeur O. Hilale.

L'Initiative Royale pour l'Atlantique traduit également l'affection particulière que SM le Roi Mohammed VI porte au Continent africain en général et au Sahel en particulier. «Ceci s'explique principalement par le destin commun, l'imbrication humaine et de la paix, outre le développement socio-économique entre le Maroc et la Région voisine du Sahel», a dit Omar Hilale.

Sur le plan international, l'Initiative Atlantique lancée par SM le Roi Mohammed VI, intervient comme a expliqué l'Ambassadeur-Représentant Permanent du Maroc à l'ONU, dans un contexte mondial et continental troublé et en perpétuelle mutation, marquée notamment par «la guerre qui fait rage en Europe, au Moyen-

Orient, au Soudan», ainsi que «les attaques répétées des Houtis qui perturbent gravement le trafic maritime international et l'extrémisme violent qui gangrène le Sahel aggravant ainsi la déstabilisation de ses pays».

Dans ce contexte, Omar Hilale a attiré l'attention sur le fait que «certaines Missions Onusiennes en Afrique plient bagages sans avoir ramené ni la paix ni la sécurité pour lesquelles elles ont été créées». Aux yeux de l'Ambassadeur-Représentant Permanent du Maroc à l'ONU, ce qui rend la situation encore plus délicate, c'est que «les rivalités géopolitiques s'exacerbent dans les Régions stratégiques du Sahel, avec l'intrusion d'un nouvel acteur que le Diplomate a qualifié de dangereux, à savoir l'Iran et ses acolytes».

La compétition géoéconomique contribue également à la montée des tensions au Sahel. Sur ce volet, le Diplomate marocain a indiqué que les pays développés convoitent les immenses richesses minières de la Région Sahélienne.

Dans son Rapport sur le Développement Humain 2023-2024, le Programme des Nations-Unies pour le Développement a tiré la sonnette d'alarme sur la régression des niveaux de ➔

Pays du Sahel

Un riche potentiel non encore exploité

Les pays sans littoral ont un niveau de développement inférieur de 20%, par rapport à ce qu'il pourrait être s'ils avaient accès à la mer.

Devant les participants au Forum MD Sahara 2024, l'Ambassadeur-Représentant Permanent du Maroc à l'ONU, a relevé que les pays du Sahel n'ont réalisé selon les Rapports des Agences Onusiennes que 15% seulement de leurs ODD, alors qu'il reste à peine six ans de l'échéance 2030.

Omar Hilale a, toutefois, indiqué que les pays du Sahel disposent d'un énorme potentiel de développement tributaire d'une paix et d'une stabilité durables, ainsi que d'un accès facile au reste du Monde, ce que le Maroc se propose d'offrir grâce à l'Initiative Atlantique de SM le Roi Mohammed VI■

Quelques chiffres à retenir

4,8%: C'est le taux annuel moyen de croissance économique dans la Région du Sahel entre 1990 et 2024. 70 milliards de Dollars: Produit Intérieur Brut combiné des pays du Sahel enregistré depuis 2010.

56% : C'est la part que représente l'endettement dans les pays du Sahel en 2020, contre 66% à l'échelle de l'Afrique.

30%: Valeur ajoutée agricole dans la Région du Sahel depuis 1990 qui emploie 75% de la population dans cette Région.

8%: Déficit courant du PIB des pays du Sahel entre 2017 et 2019■

→ développement dans les pays pauvres dont la grande majorité se trouve sur le continent africain, principalement au Sahel. Pour Omar Hilale, «cette situation alimente la polarisation à l'échelle internationale et les tensions politiques en interne», et donne tout son sens à l'Initiative Atlantique Royale.

Pour étayer son analyse, l'Ambassadeur-Représentant Permanent du Maroc auprès des Nations-Unies, a expliqué comment l'Initiative de SM le Roi est à la fois altruiste et porteuse d'espoir par sa projection sur l'avenir, tout en ambitionnant de libérer les énergies économiques des pays enclavés du Sahel en leur donnant accès à l'Océan Atlantique. O. Hilale n'a pas manqué de souligner que l'objectif ultime de l'Initiative Royale consiste à instaurer un climat de stabilité et de développement durable dans cette région du monde.

L'Initiative Royale pour l'Atlantique se distingue par sa portée multidimensionnelle, stratégique, politique et économique. Dans son exposé à l'occasion de la 3ème édition du Forum MD Sahara et devant un auditoire attentif, l'Ambassadeur Hilale a affirmé qu'en ce qui concerne la portée stratégique de l'Initiative Royale, «le Continent africain et la Région sahélienne en particulier ont toujours fait l'objet de projets régionaux sans lendemain, voir mort-nés».

Omar Hilale a rappelé dans ce cadre, «le projet saugrenu de créer une zone franche avec cinq pays sahéliens, ou encore le projet irréaliste d'accès à des mers où sévissent la piraterie maritime et les groupes terroristes», ce qui n'est nullement le cas de l'Initiative Royale qui vise à accorder aux pays enclavés du Sahel, un Corridor vers l'Océan Atlantique. «Cette Initiative est autant réaliste que hautement stratégique à plus d'un titre», a souligné le Haut Diplomate marocain.

Insistant sur le fait que l'Initiative Atlantique lancée par SM le Roi en novembre 2023, procède de l'attachement immuable du Souverain à l'enracinement du Maroc dans sa profondeur africaine, dans le cadre de l'unité de l'Afrique, O. Hilale n'a pas manqué de rappeler que l'Algérie a tout fait pour tenter d'empêcher cette unité africaine voulue par le Maroc. «Le voisin algérien a désespérément tenté d'empêcher la construction d'une Afrique soudée et solidaire, notamment en créant une entité fantomatique devenue proxy de guerre contre le Maroc. Le but était de contrer le retour du Sahara à sa mère patrie et couper ainsi le Royaume de ses racines africaines», a-t-il déploré.

Vision Royale globale et plurielle

L'Initiative Atlantique avant-gardiste et portée vers l'avenir, s'inscrit dans le sillage des multiples visites que SM le Roi Mohammed VI a effectuées dans plusieurs pays africains et les chantiers socioéconomiques gigantesques lancés par le Royaume dans ces pays et qui aujourd'hui sont pleinement opérationnels au bénéfice des pays africains frères.

Cette Initiative est aussi, comme l'a si bien précisé Omar Hilale, «l'incarnation de la Vision Royale pour une nouvelle Afrique prospère et capable de se prendre en charge et n'ayant aucun autre objectif que de favoriser la paix, la stabilité et le développement socioéconomique dans les pays africains frères dans la Région du Sahel».

Elle s'insère également dans le continuum de la stratégie multidimensionnelle du Souverain en faveur de l'Afrique et sa Façade Atlantique. L'Ambassadeur-Représentant Permanent du Maroc à l'ONU, a rappelé dans ce sens, que l'Initiative des pays africains riverains de l'Atlantique est portée par le Maroc depuis 2009, ainsi que la création en marge de la COP-22 à Marrakech en 2016, de 3 Commissions climatiques, la 1ère pour le Sahel, la 2ème pour le Bassin du Congo, la 3ème pour les Etats Insulaires et enfin, le lancement du méga projet de Gazoduc Nigéria-Maroc dont bénéficieront largement les pays que ce Pipeline traversera, jusqu'à l'Europe.

Les soubassements de l'Initiative Atlantique déclinés, Omar Hilale s'est penché sur les raisons du choix par le Maroc, de l'Atlantique, pour y lancer son Initiative. A Cette question, l'Ambassadeur-Représentant Permanent du Maroc à l'ONU a apporté une réponse on ne peut plus claire.

Rappelant que «cette étendue océanique est devenue un pivot majeur pour la construction de la stratégie géopolitique de la Façade africaine de l'Atlantique, confortée par une coopération multisectorielle prometteuse avec les Etats-Unis, les pays européens et ceux de l'Amérique Latine», O. Hilale s'est dit convaincu que «la Façade Atlantique conservera toujours son importance stratégique pour les grandes puissances, en tant qu'espace maritime commercial et humain entre l'Afrique, l'Europe et l'Amérique».

Pour le Diplomate marocain et fin connaisseur des questions stratégiques, diplomatiques et géopolitiques, l'importance de la Façade Atlantique africaine restera toujours importante en dépit du déplacement de la guerre froide vers la Région Indopacifique.

S'agissant de l'étendue humaine et culturelle de l'Initiative Royale pour l'Afrique Atlantique, Le Représentant permanent du Maroc aux Nations-Unies, a expliqué que l'enclavement d'un pays ne se réduit pas uniquement à un déficit ou un manque d'accès à la mer. Il se présente aussi par un profond sentiment d'enfermement ou d'exclusion d'une population ou d'un groupe humain. D'où le grand mérite de l'Initiative de SM le Roi qui permettra, in fine, de sortir ces pays de l'isolement et de la vulnérabilité auxquels ils sont confrontés, en leur offrant un espace de développement plus large et en les intégrant dans un système économique et commercial ouvert sur le monde.

Le Maroc est fort, entre autres grâce à sa situation géographique privilégiée, à la croisée des trois continents et des cultures arabo-euro-africaines, mais pas que. O. Hilale a, dans ce sens, indiqué que l'Initiative Royale conforte les liens humains et spirituels séculaires qui existent depuis des siècles entre le Maroc et les pays du Sahel, «(...) marqués notamment par la Haute Considération dont jouit SM le Roi Mohammed VI, Amir Al Mouminine, auprès des populations du Sahel. Cette Initiative permettra également, d'après l'Ambassadeur Hilale, à «(...) la libre circulation des personnes, dans le cadre de liens humains multidimensionnels, renforcés par le partage du Rite Malékite et l'appropriation de l'Islam du juste-milieu, grâce principalement à la formation de plus de 1.000 Oulémas, Morchidines et Morchidates sahéliens dans les Instituts et Universités marocaines».

Les espaces maritimes au cœur des enjeux géostratégiques

Abordant la dimension audacieuse de l'Initiative Royale pour favoriser l'accès des pays du Sahel à l'Océan Atlantique, Omar Hilale a fait un bref retour historique, rappelant que «l'accès à la mer a souvent été à l'origine de guerres entre nations enclavées et celles côtières, devenant par conséquent un espace vital voir existentiel pour certains pays qui assimilent les espaces maritimes comme un droit légitime». Pour démontrer cette réalité qui a existé dans le passé et qui continue jusqu'à aujourd'hui, l'Ambassadeur-Représentant Permanent du Maroc auprès des Nations-Unies a cité quelques exemples, notamment le cas de la Bolivie qui a saisi la Cour Internationale de Justice (CIJ) contre le Chili en 2018 au sujet de son accès à la mer qu'elle avait perdu consécutivement à sa défaite dans la guerre du Pacifique en 1879. Omar Hilale a rappelé que la CIJ a donné rai-

son au Chili. Autre exemple qui dénote l'importance que revêt l'accès à la mer de nos jours, celui de l'Ethiopie qui a revendiqué le droit d'accès à la Mer Rouge, ce qui suscite une grave crise entre ce pays et l'Erythrée, puis avec la Somalie, tout en aggravant les tensions dans la Corne de l'Afrique.

Compte tenu de toutes ces considérations, Omar Hilale voit que l'Initiative Atlantique lancée par SM le Roi apparaît clairement comme un Projet autant audacieux qu'inédit en Afrique, dans la mesure où elle vise à mettre en place une coopération régionale volontariste, dans un espace géographique revisité avec une approche pacifique et solidaire. Le tout dans le cadre d'une Afrique solidaire capable d'aborder les défis qui handicapent l'essor économique de toute une Région, tout en s'éloignant de tout paternalisme ou ingérence dans les choix stratégiques des pays africains.

Enfin, l'Ambassadeur-Représentant du Maroc à l'ONU a appelé à ce que «(...) l'Initiative Royale serve de modèle à d'autres actions similaires, en faveur des pays sans littoral afin de trouver des solutions innovantes aux problèmes multiformes dont souffrent lourdement 47 pays à travers le monde, dont 16 sont africains».

L'Initiative Atlantique Royale comporte également une dimension politique. Dans son exposé à la 3ème édition du Forum MD Sahara, Omar Hilale a rappelé qu'après avoir recouvré leurs indépendances, les pays du Sahel ont bénéficié de l'assistance et de la coopération consistante du Maroc et ce, malgré les menaces et chantages de l'Algérie. Cette coopération a connu un véritable coup d'accélérateur sous la règle de SM le Roi Mohammed VI, a-t-il affirmé, mettant en avant les efforts du Maroc pour renforcer ses relations politiques en Afrique, «(...) grâce à une Diplomatie Royale agissante, appuyée par un fort engagement du Royaume

au niveau économique et éducationnel».

Omar Hilale s'est dit convaincu que «l'Initiative Atlantique de SM le Roi Mohammed VI, apportera une impulsion nouvelle aux relations entre le Maroc et les pays du Sahel, à travers ce qu'on peut appeler une Diplomatie Bleue», qui ambitionne «d'aider ses pays à s'affranchir des barrières physiques et non-physiques et libérer ainsi le grand potentiel de leurs échanges commerciaux, tout en renforçant leurs connexions, leurs connectivités avec le reste du monde, grâce au grand Portail Atlantique que SM le Roi leur ouvre».

Le Diplomate marocain a mis en avant le rôle que peut jouer l'Initiative Royale dans «la promotion de la stabilité régionale et au Sahel qui a été pendant des siècles un havre de paix, de coexistence civilisationnelle, spirituelle et tribale», outre le fait que «cette Région de l'Afrique et du Monde était une destination pour tous ceux en quête de savoir et de sciences, mais aussi un Centre par excellence du Commerce en Afrique», ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. En effet, Omar Hilale a exprimé son affliction de l'Etat actuel que connaît la Région du Sahel, en proie au terrorisme incarné par Daech et Al Qaida, aux Réseaux mafieux spécialisés dans la migration irrégulière et le trafic d'être humains et aux groupes séparatistes, compromettant ainsi le développement des pays de cette Région.

Pour conclure, Omar Hilale a insisté sur le fait que «l'Initiative Atlantique ne manquera pas de générer plusieurs dividendes pour le développement socioéconomique des populations sahéliennes, en droite ligne des Objectifs de Développement Durables (ODD) 2030, en tirant profit de la connectivité entre les pays du Sahel, tout en prenant en considération les défis nationaux et les dynamiques qui leur sont spécifiques.■

Mohcine Lourhzal



Initiative Royale pour l'Atlantique

Ces débats et panels...

La 3ème édition du Forum MD Sahara 2024 à Rabat, fut riche en réflexions approfondies et en débats animés.



La 1ère journée de ce rendez-qui se tient chaque année depuis 2021, a connu l'organisation d'une Table Ronde Diplomatique modérée par Amine Laghidi, Expert international en Diplomatie et Souveraineté, outre deux Panels thématiques animés respectivement par les journalistes Aziz Boucetta et Adil Abdelali.

La force tranquille du Maroc

Dans son intervention à la Table Ronde Diplomatique tenue juste après la plénière d'ouverture du Forum, l'ancien ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur a mis en exergue la solidité des liens bilatéraux et de coopération qui unit le Sénégal et le Maroc. «Cette chaleureuse relation est due à la diplomatie proactive et relationnelle du Maroc qui aspire à promouvoir le rayonnement de l'Afrique à l'échelle internationale», a affirmé Mankeur

Ndiaye, soulignant que «les clés du succès diplomatique du Royaume sous la conduite de SM le Roi Mohammed VI, reposent sur des principes constants tels que le respect de l'intégrité territoriale des pays africains et la consolidation de la fraternité au niveau du continent».

L'ex-ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, a ajouté que «le Maroc a su développer une diplomatie ambitieuse, capable de voir au-delà des événements actuels dans le cadre d'une Vision Royale anticipative, tout en établissant et renforçant les liens du Royaume avec les pays africains, loin de toute bureaucratie». Abondant dans le même sens, l'ex-ministre des Affaires étrangères des Îles Comores, a expliqué que «les raisons structurelles qui ont permis à la diplomatie marocaine de laisser son empreinte aux niveaux international et continental, tiennent surtout à sa capacité d'orientation et d'organisation». Et Fahmi Said Ibrahim El Maceli de rappeler que «le Maroc n'est pas né à l'occasion de

la décolonisation, c'est plutôt un pays qui existe depuis plus de 1.300 ans», a-t-il poursuivi.

A partir de ce constat, l'ancien diplomate comorien a fait observer que «le Maroc a accumulé savoir-faire, compétence et Histoire». Et d'ajouter: «C'est cette combinaison qui fait que le Royaume à travers sa diplomatie, constitue aujourd'hui, un facteur exceptionnel dans la réalisation des ambitions de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, notamment pour l'Afrique de demain».

S'agissant du dossier du Sahara, Fahmi Said Ibrahim El Maceli a été clair pour dire qu'«il est temps de faire un choix face aux contentieux qui perpétuent l'instabilité régionale, notamment par rapport au dossier du Sahara et l'intégrité territoriale du Maroc».

Encourageant les pays Européens à être du bon côté de l'Histoire, F. Said Ibrahim El Maceli a adressé un message on ne peut plus clair à la France sur ce dossier. «Il est peut-être temps pour nos amis français de faire un choix clair et de corriger les erreurs du passé. Admettre la marocanité du Sahara profiterait beaucoup à la France et au Maroc», a-t-il dit, avant d'attirer l'attention sur le fait que «la question du Sahara est aussi une question africaine, car la paix est une condition sine-qua-non de croissance et de développement régional».

Revenant à l'Initiative Atlantique lancée par SM le Roi Mohammed, objet du Forum MD Sahara 2024, Fahmi Said Ibrahim El Maceli a appelé les pays du Sahel et l'Afrique dans son ensemble, à investir massivement dans la création de richesses à travers cette Initiative qu'il a qualifiée de courageuse et avant-gardiste.

«L'Initiative Atlantique est un grand projet qui permettra aux pays enclavés du Sahel et au continent africain de se développer au vrai sens du terme. Nous ne pouvons plus continuer à accepter que l'Afrique qui représente 20 % de la population mondiale, ne contribue qu'à hauteur de 3

% à la richesse mondiale», a-t-il déploré.

Pour l'ancien ministre des Affaires Étrangères et de la Défense du Cap-Vert, actuel Vice-président du Mouvement pour la Démocratie, la diplomatie marocaine, c'est aussi un Soft Power réel. «Le Maroc est capable de monter des projets de développement avec des résultats concrets», a dit Luis Filipe Tavares. «Quand le ministre des Affaires étrangères, Nasser Bourita, m'a reçu pour la première fois, je lui ai fait part de la position du Cap-Vert en faveur de la souveraineté pleine et entière du Maroc sur son Sahara. La position du Cap-Vert, je tiens à le souligner, est toujours la même», a-t-il déclaré.

Avant l'entame des deux Panels programmés dans le cadre des travaux de la 1ère journée du Forum MD Sahara (vendredi 10 mai 2024), le Vice-président de la CGEM par ailleurs Président du Directoire du Groupe Crédit Agricole du Maroc (CAM), a fait une présentation autour du thème: «L'Investissement privé, levier de Co-développement en Afrique et sur la Façade Atlantique».

Ensemble, pour le développement économique et humain

Mohamed Fikrat a ainsi affirmé que «le Maroc est pleinement inscrit dans une logique gagnant-gagnant avec les acteurs locaux des différents pays africains amis et frères», relevant que «plus de 200 entreprises marocaines investissent ou Co-investissent en Afrique, et une dizaine de grands groupes marocains y investissent également. Ces entreprises ont toujours orienté leur politique économique vers l'Afrique dans une logique gagnant-gagnant, a-t-il souligné.

Parmi les exemples qui dénotent l'efficacité de cette approche win-win, M. Fikrat a cité la coopération entre l'Office Chérifien des Phosphates (OCP) et la Société Dangote au Nigéria, dans le domaine des engrais. Le Vice-président de la CGEM et Président du Directoire du GCAM a rappelé que «les engrais jouent aujourd'hui comme hier, un rôle crucial pour la souveraineté alimentaire».

Mohamed Fikrat a étagement souligné que le Groupe Holmarcom et le géant sénégalais Peacock, se développent actuellement au-delà de leurs zones respectives, de même que les joint-ventures scellées dans le cadre du projet de Pipeline Nigéria-Maroc.

«Les opérateurs économiques marocains sont prêts à aller encore plus loin, dans la mesure où la Façade Atlantique de l'Afrique, avec ses ports dynamiques et ses corridors commerciaux en expansion, offre un terrain fertile pour les investisseurs privés», a-t-il soutenu.

Actuellement, 8 ports sont en activité sur la façade

atlantique, et un neuvième port deviendra opérationnel avant la Coupe du Monde 2030. Il s'agit de celui de Dakhla Atlantique dont les travaux seront achevés fin 2028, a-t-il précisé.

L'intervention de Mohamed Fikrat au Forum MD Sahara 2024 a été suivie par un 1er Panel thématique intitulé: «Façade Atlantique 2030, Promesse d'un tournant stratégique». Les panelistes dont Abdou Souleye Diop, Président de la Commission Afrique à la CGEM, ont été unanimes pour dire que l'Initiative Atlantique constitue un catalyseur à l'intégration et au développement régional. Les intervenants ont également rappelé que le port Dakhla Atlantique va contribuer à renforcer ce corridor maritime le long de la façade Atlantique, entre autres projets structurants, à l'instar du projet de Gazoduc Nigéria-Maroc, désormais appelé Gazoduc Atlantique.

Concernant le potentiel énergétique de l'Afrique, le Directeur de l'Agence Marocaine de Sûreté et de Sécurité Nucléaires et Radiologiques, a affirmé qu'«en considérant l'ensemble de la Côte Atlantique, le Maroc a actuellement le meilleur potentiel au monde, parmi les 23 pays qui bordent cette Côte africaine, bénéficiant aussi de la meilleure intégration et du meilleur gisement en matière d'énergie solaire». Saïd Mouline a ajouté que le Co-développement de l'Afrique auquel appelle le Maroc, s'appuiera sur des énergies bas carbone.

Aucun développement n'est possible sans sécurité. Parfaitement conscients de la corrélation entre paix et croissance, les organisateurs du Forum MD Sahara (Souad Mekkaoui, Hassan Alaoui, Co-fondateurs de Maroc Diplomatie), ont programmé un deuxième Panel de discussion sous le thème: «Façade Atlantique, Pilier de sécurité, de coopération et de Développement pour un avenir partagé en Afrique».

Ont pris part à ce débat, Nadia Laraki, DG de l'Agence Nationale des Ports (ANP), Hicham Elalamy Directeur de pôle à l'AMMC et Nisrine Iouzzi, Directrice de l'Aménagement du Port Dakhla-Atlantique et Imane Mansourine, Directrice de Développement et de Production à l'Office National des Hydrocarbures et des Mines (ONHYM), entre autres responsables et experts. Dans son intervention, Nisrine Iouzzi a souligné l'importance de ce méga Projet portuaire. «Le port Dakhla Atlantique sera un grand atout concurrentiel dans le domaine du commerce et du transport maritime», la responsable a rappelé que «la position géographique du Maroc est très privilégiée en Afrique», dans la mesure où elle «facilite les échanges avec les ports de l'Afrique de l'Ouest et constitue une porte vers l'Atlantique pour les pays enclavés du Sahel qui ne disposent d'aucune Façade Atlantique». ■ ML

Luis Filipe Tavares,
Ex-ministre des Affaires étrangères
et de la Défense du Cap Vert

«SM le Roi Mohammed VI a compris depuis très longtemps que l'avenir du monde est en Afrique»

«L'Initiative Atlantique lancée par SM le Roi Mohammed VI est visionnaire et œuvre pour l'intégration régionale africaine et la sécurité de l'Atlantique. Le cadre qui a été défini par Sa Majesté est un cadre moderne. Au Cap-Vert, nous allons continuer de travailler avec le Maroc pour faire en sorte que les autres pays riverains de l'Atlantique puissent adhérer à cette belle Initiative. SM le Roi Mohammed VI a compris depuis très longtemps que l'avenir du monde est en Afrique». ■

Fahmi Said Ibrahim El Maceli,
Ex-ministre des Affaires étrangères
des îles Comores

«Le Maroc voit grand pour l'Afrique»

«L'Initiative Atlantique est une opportunité extraordinaire qui découle de la Vision de SM le Roi Mohammed VI qui permettra aux pays du Sahel, ensemble, de créer une Oasis de communion de biens et de personnes et surtout de pouvoir bénéficier de la porte qui s'ouvre vers l'Atlantique, dont des Amériques du Nord et du Sud. Le Maroc qui est le seul pays africain à avoir des accords de libre-échange est une passerelle entre l'Afrique et les États-Unis. Pour conclure je dirai que le Maroc voit grand pour l'Afrique». ■

Mamadou Tangara, Ministre des
Affaires étrangères de Gambie

«Travailler main dans la main pour vivre dans la prospérité et le développement»

«Je salue l'Initiative Atlantique lancée par SM le Roi Mohammed VI. Le Maroc a toujours accompagné les pays africains dans le seul et unique objectif, celui de permettre un développement de l'ensemble du continent. Nous devons travailler main dans la main pour vivre dans la prospérité et le développement. Tout le monde aspire au bonheur qu'on ne peut avoir sans un climat de paix, de stabilité et de confiance partagée, ce à quoi œuvre le Maroc». ■



Brahim Benjelloun-Touimi, ADG de BOA

L'Afrique Atlantique, autant d'opportunités pour les institutions financières...

Représentant le Groupe Bank Of Africa et son Président, Othman Benjelloun, au Forum Afrique Atlantique tenu à Rabat les 10-11 mai 2024, Brahim Benjelloun-Touimi, Administrateur Directeur Général de Bank Of Africa, s'est proposé de présenter les opportunités qu'offre l'Initiative Royale Afrique Atlantique à travers les lettres du mot Atlantique.



« C e n'est pas pour jouer sur les mots... mais dans les dix lettres du terme Atlantique, on peut entrevoir ces différentes opportunités », a entamé Brahim Benjelloun, avant de se lancer dans l'exercice.

Dans le A d'Atlantique, l'ADG de BOA voit un renvoi étymologique au mot « Atlas », le « Titan ». « Ce projet de l'Afrique Atlantique est titanesque, même si l'approche utilisée et voulue par notre Auguste Souverain est très pragmatique. C'est un projet de long terme, exceptionnel... Je suis persuadé qu'il animera des générations et des générations à venir, le long des douze mille kilomètres du littoral africain du Maroc jusqu'à la Namibie », estime-t-il. « Pour les institutions financières, pour l'institution bancaire, c'est une espèce de feuille de route des 23 pays dans lesquels il faudrait, pour les années à venir, se trouver, compte tenu de l'ampleur de ce projet. 23 pays ! Le A d'Atlantique, c'est également l'Autonomie (autonomie stratégique, d'autosuffisance, autonomie dans l'industrie, dans l'agroalimentaire... Ce sont autant d'opportunités d'accompagnement de ces projets par les banques.

La 2ème lettre: T évoque pour B. Benjelloun la Transfrontalité atlantique (infrastructures transfrontalières, connectivité, réseaux technologiques, électriques, de transport, de santé, de formation,

éducatifs, sécuritaires, politiques, militaires...). « Pour nous, les institutions bancaires et financières, il me semble que ce sont autant d'opportunités de rechercher des projets concrets, des projets bancables avec le Partenariat Public Privé », relève-t-il.

Et de poursuivre « L comme Libre-échange. Ces 23 pays, hormis la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAF) à laquelle ils appartiennent, doivent absolument le promouvoir à travers cette Alliance Africaine Atlantique.

L comme également la mise à niveau du Littoral, des littoraux, Le littoral marocain d'abord : Notre Souverain en en a parlé dans son Discours du 7 novembre, à travers ce projet exceptionnel de Dakhla Atlantique. Les banques, les institutions financières, ont vocation à jouer leur rôle de promotion des échanges et des investissements parmi tous ces pays-là et de développer l'économie maritime, cette composante essentielle du projet d'Alliance Atlantique.

Le N comme Naturel. Cette alliance transfrontalière va exploiter de plus en plus les ressources naturelles maritimes... Les ressources halieutiques et énergétiques. N comme Naval, parce qu'il y a une industrie navale à développer, il y a un transport maritime à accompagner. Ce sont-là autant d'opportunités d'accompagnement de projets dans ces domaines.

Le T et le I d'Atlantique, ce pourrait être la Technologie et l'Innovation. Le T aussi comme le Tourisme atlantique un domaine à développer davantage. Le Maroc peut servir de modèle le long de cette côte atlantique, avec un T comme Trait d'union, pour illustrer le deuxième T d'Atlantique. Trait d'union entre l'Europe et le reste de l'Afrique, mais également les pays enclavés aux termes de cette magnifique offre généreuse, qui ressort du Discours Royal, par rapport à l'accès des pays du Sahel aux infrastructures : ports, aéroports, stations logistiques.

Le Maroc serait également le trait d'union entre l'Afrique, l'Amérique et l'Europe.

Et le T comme Transit pour les pays du Sahel, le Maroc comme point de transit vers les pays du

Sahel, et pour ces pays-là, un Transit vers le monde à partir de là.

Le I comme Inclusif. Il y a une Stratégie Nationale d'Inclusion Financière menée au Maroc. Cette expérience est portée par la Banque Centrale du Maroc et se trouve accompagnée par les banques. Nous aurions des choses à ce sujet-là à partager avec nos frères africains.

Le Q, c'est pour la Quête de Qualité de vie, de bien être pour les populations. Cette approche d'Alliance Africaine Atlantique a été pensée dans toutes ses dimensions. Cela fut souligné dans l'excellent discours de

M. l'Ambassadeur Hilal. Elle revêt une dimension humaine, économique, sociale, audacieuse...

Le U comme Unique. Nous commençons avec un marché au départ commun dans cette Alliance. Il faut imaginer que, demain, il soit unique ; le marché énergétique grâce au projet Nigeria Atlantique. 340 millions d'habitants sont concernés !

Il y a enfin dans « Atlantique » la lettre E. Ce serait pour l'Economie bleue.

E également pour l'Economie verte, l'économie décarbonée, grâce à l'Hydrogène, mais pas seulement, puisqu'il s'agit de produire des énergies renouvelables, comme l'éolien.

Alors la Finance dans tout ça ? Ce sont pour elle, de nombreuses opportunités Business. Cette Finance doit rechercher au départ l'impact humain, dans le sens de la Vision Royale. Elle doit s'adapter à une approche qui n'est pas simplement comptable, pas simplement de rentabilité, même si ce sont des dimensions indispensables.

Une question a été posée: « est-ce qu'il y a des initiatives régionales en Afrique qui permettraient que l'Afrique soit plus forte, plus audacieuse et rayonne davantage à travers le monde ? ». Oui, nous l'avons par excellence ; c'est cette Initiative Royale de l'Afrique Atlantique qui réunit tous ces critères et que les banques et les institutions financières au Maroc et ailleurs auront la chance de pouvoir accompagner, conclut Brahim Benjelloun. ■

Plénière de clôture, synthèse des travaux...

Tomber de rideau et rendez-vous pris pour 2025 !

Pour sa 2ème et dernière journée, le Forum MD Sahara a vu la participation notamment du ministre de l'Équipement et de l'Eau, Nizar Baraka et de Mounia Boucetta, ex-Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, actuellement Senior Fellow au Think Tank Policy Center For The New South.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, samedi 11 mai 2024, Nizar Baraka, a souligné que la Façade Atlantique présente un potentiel important sur les plans économique, social, stratégique et touristique, offrant ainsi une opportunité de croissance et de développement durable. Qualifiant la Région du Sahel de «riche par son histoire et sa culture, occupant une place stratégique dans le paysage économique et social du Royaume», le ministre de l'Équipement et de l'Eau a rappelé que «l'objectif est de s'aligner sur la dynamique initiée par SM le Roi Mohammed VI, afin de faire de l'Atlantique un moteur de développement, de croissance partagée et de stabilité.

Façade Atlantique: Plus qu'une Mer, un espace d'opportunités

N. Baraka a rappelé que lors du Discours Royal à l'occasion du 48ème Anniversaire de la Marche Verte (6 novembre 2023), «SM le Roi a réaffirmé l'engagement du Royaume envers le développement de ses Régions, notamment du Sahara» et que «Grâce à sa façade atlantique, le Maroc s'ouvre sur l'Afrique et l'Amérique, offrant des opportunités uniques de développement économique». Le ministre a souligné, en outre, l'importance du Projet stratégique du Gazoduc Nigeria-Maroc, qui témoigne de l'engagement indéfectible du Maroc envers la solidarité et le développement partagé, mettant en exergue l'importance des grandes initiatives et projets lancés par SM le Roi Mohammed VI visant à bâtir une Afrique prospère, solidaire et capable de voler de ses propres ailes.

A la fin de son discours, Nizar Baraka a conclu en affirmant que «l'Afrique est aujourd'hui à un tournant décisif pour le développement de la



Mounia Boucetta, ex-Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères

Façade Atlantique du Maroc, mais aussi la réussite de l'initiative lancée par SM le Roi, dans le cadre d'un objectif clair qui consiste à faire des pays du Sahel et de l'Afrique toute entière, une zone de stabilité, de croissance et de rayonnement à tous les niveaux».

Prenant part au 3ème et dernier Panel du Forum MD Sahara 2024 qui a abordé l'avenir de la Région du Sahel, l'ex-Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et Senior Fellow du Centre de réflexion Policy Center For The New South est revenu sur les retombées positives attendues du futur Port Dakhla Atlantique. Mounia Boucetta a ainsi souligné que «grâce à cette nouvelle infrastructure portuaire, le Maroc pourra notamment exporter l'ammoniac ou l'hydrogène entre autres, à partir de Dakhla». Mounia Boucetta a expliqué que «Dakhla est très compétitive en matière d'énergie éolienne, avec un coût des plus bas au niveau mondial pour le kilowattheure», ce qui ouvre des perspectives prometteuses en matière de production d'hydrogène vert à moindre coût, et par conséquent, «offre des perspectives de développement significatives pour cette énergie d'avenir dans cette Région».

De son côté, Hassan Saoudi, Colonel, retraité de la Gendarmerie Royale et spécialiste des questions sécuritaires, a affirmé qu'«au niveau de la Façade Atlantique, pas moins de 1 000 bateaux transitent quotidiennement». L'expert a ajouté que «ce vaste espace abrite l'une des routes maritimes les plus fréquentées du monde qui lui confère une dimension stratégique».

Colonel Hassan Saoudi a clos son intervention en rappelant que «le continent africain présente des enjeux majeurs en termes de sécurité, sachant que l'Afrique est considérée comme l'épicentre

mondial du terrorisme, toutes obédiences confondues, ce qui constitue un paramètre important à prendre en compte».

Avant que le rideau ne tombe sur le Forum MD Sahara dans sa 3ème édition, une synthèse des activités et débats qui ont marqué cet événement qui a duré deux jours (10-11 mai 2024), a été présentée par Abdellatif Komat, Doyen de la Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales de Casablanca.

Après un mot de clôture et de remerciement, Souad Mekkaoui et Hassan Alaoui, sans lesquels le Forum MD Sahara n'aurait pas vu le jour, ont annoncé que la 4ème édition du Forum se tiendra en 2025 dans la ville de Dakhla. Une date à retenir. ■

ML

Nizar Baraka,
Ministre de l'Équipement et de l'Eau

«Améliorer la compétitivité et l'attractivité du continent africain»

«L'Initiative Atlantique lancée par SM le Roi dénote la volonté du Souverain de favoriser l'entrée d'un certain nombre de pays

dans les chaînes de valeurs mondiales, tout en favorisant leur intégration économique. Il s'agit également de contribuer à améliorer la compétitivité et l'attractivité du continent africain, notamment dans les zones sahéliennes mais aussi atlantiques. Tout cela ne peut se faire sans la mobilisation et en même temps l'usage intelligent des ressources hydriques» ■





Pêche illégale/Nador

Le concombre de mer au cœur d'un commerce lucratif

Si la pêche illégale du concombre de mer a déjà fait des dégâts à l'écosystème de certaines régions comme celle de la baie de Dakhla, les eaux de Nador en regorgent encore en grand nombre. Mais la disparition de cette espèce marine, protégée mondialement, pourrait être imminente si rien n'est fait pour remédier au phénomène, alertent des professionnels à Nador

Oopération d'envergure contre le braconnage de concombre de mer. A Nador, une grande quantité de cette espèce marine vient d'être saisie. La police judiciaire a arrêté mardi 7 mai sept personnes pour avoir pêché illégalement deux tonnes et 468 kilogrammes de concombres de mer. Plusieurs équipements de plongée et barques à moteur ont également été saisis. Les suspects ont fait l'objet d'une enquête judiciaire et des investigations sont toujours en cours pour découvrir toutes les personnes impliquées dans cette activité illégale, indiquent des sources policières.

La quantité saisie, qui a eu lieu dans les zones d'Al-Aroui, Silwan, Arkaman et Beni Ansar, vaudrait plus de 1.727.600

DH, selon des sources locales. Il s'agirait de la plus grande opération contre les trafiquants de concombre de mer dans cette région depuis que cet étrange animal menacé est devenu une convoitise pour les braconniers qui en font un business très lucratif. Mais des groupes organisés semblent disposer d'importants moyens et arrivent à échapper à la vigilance des services en charge du contrôle. C'est ce qui permet à cette pêche illégale de proliférer à Nador, commentent nos sources.

Sa collecte est interdite. Pourtant, à Nador, beaucoup s'adonnent à cette pêche clandestine. Outre la pêche à la dynamite et la surexploitation des ressources halieutiques, c'est donc un autre représentant de la faune locale qui attire les contrebandiers, les concombres de mer. Ces espèces marines, qui déchaînent les passions de ce

marché noir, sont victimes de la surpêche depuis plusieurs années, selon des professionnels de la pêche à Nador.

«Ce phénomène, nous l'observons depuis environ dix ans et il prend de l'ampleur d'une manière très inquiétante. C'est un marché obscur qui s'épanouit à Nador, au grand dam des autorités», a déclaré cette semaine à Le Reporter Hicham Soudani, un professionnel de la pêche artisanale à Marchica.

Si des régions comme Dakhla ont épuisé leurs ressources et la pêche illicite du concombre de mer a déjà fait des dégâts à l'écosystème de la baie de cette ville, les eaux de Nador en regorgent encore en grand nombre. Le trafic y est encore prospère mais l'extinction de cet animal pourrait être imminente si on ne fait rien pour remédier au phénomène, prévient notre interlocuteur, soulignant que «ce trafic satisfait une clientèle étrangère (chinoise) et pourrait conduire forcément à l'abaissement des stocks dans les eaux de Nador».

Joint au téléphone, il ajoute: «Certaines personnes ne savent pas le danger de la collecte du concombre de mer sur l'écosystème marin et l'environnement. On doit donc miser sur la sensibilisation à travers une campagne d'envergure pour sensibiliser les gens sur la gravité de cette activité».

Marchica, Arkmane, Cap d'eau, Béni Chiker, Beni Ansar... ces zones où la contrebande prospère !

Venus de partout pour récupérer des concombres de mer, très appréciés dans les pays asiatiques, des dizaines de plongeurs s'adonnent chaque jour à cette activité illégale. Généralement, c'est dans certaines zones comme Marchica, Arkmane, Cap d'eau, Béni Chiker et Beni Ansar qu'ils opèrent clandestinement, explique ce professionnel, qui évoque aussi «une dizaine de barques» qui inquiètent les pêcheurs locaux.

Chaque jour, les pêcheurs ramènent entre 500 et 800 kilos de concombres de mer. Selon des sources concordantes, la collecte de cet animal marin peut atteindre parfois jusqu'à une tonne par jour. Les pêcheurs vendent leur produit aux acheteurs entre 14 et 25 dirhams au kilo selon la taille. Certains d'entre eux ramènent de



grandes quantités et peuvent toucher jusqu'à 1000 dirhams chaque jour.

«Une fois pêchés, les collecteurs vendent leur produit à quatre grands acheteurs (intermédiaires) de la région, lesquels ont des unités clandestines à Nador où ces animaux marins sont vidés, bouillis puis séchés. Ils sont ensuite emballés en lots dans des sacs sur des camions -transportant des marchandises- à destination de Casablanca», expliquent nos sources. C'est donc à Casablanca que le produit final est livré à des clients chinois entre 800 et 900 dirhams le kilo.

Le produit va s'envoler vers sa destination finale, la Chine où des organisations criminelles ciblent le concombre de mer pour ses vertus médicinales. Il est revendu à des prix très élevés (10.000 DH). Certains trafiquants chinois arrivent à le vendre à plus de 40.000 dirhams le kilo. C'est donc à l'international que le produit prend de la valeur.

Le concombre de mer est une espèce marine protégée dans l'ensemble des eaux territoriales dans le monde. Il joue un rôle très important dans l'entretien des fonds marins. Selon les scientifiques, un seul spécimen peut ingurgiter plus de 45 kilos de sédiments par an. Leurs très bonnes aptitudes digestives leur permettent de rejeter un sédiment fin, pur et homogène.

Des professionnels s'opposent pourtant à l'interdiction de la collecte de cette espèce marine. Ils ont même appelé à l'adoption d'un plan d'aménagement des pêcheries de concombre de mer. Pour eux, les dispositions d'un tel plan contribueraient à la préservation de cette espèce marine. «Il faut un plan d'aménagement des pêcheries de concombre de mer. Puisque cette espèce est très abondante surtout dans certaines régions du pays comme Nador. S'il y avait une loi et si cette activité était autorisée, il n'y aurait pas cette pêche illégale. Les prix seraient élevés et tout le monde pourrait en profiter, à commencer par les pêcheurs», estiment des sources à la Confédération nationale de la pêche artisanale.

En 2016, les professionnels de la pêche côtière avaient adressé un courrier à l'Institut national de la recherche halieutique (INRH) dans lequel ils demandaient de lancer une étude afin de connaître les stocks réels existant en matière de concombres de mer. Mais jusqu'à présent, «on n'a pas encore identifié les durées de croissance de cette espèce. Comme pour tous les autres plans d'aménagement, les aspects principaux à savoir sont notamment les périodes d'arrêt biologique et les zones d'interdiction de pêche», concluent nos sources. ■

N. Cherii

Le Maroc célèbre la journée internationale de l'arganier

A Agadir, la 3ème édition du Salon International de l'Arganier...

A l'occasion de la journée internationale de l'arganier, le Maroc organise annuellement un Salon International dédié à cet arbre emblématique du pays. L'inauguration officielle de la 3ème édition de ce Salon a eu lieu à Agadir, le 9 mai 2024.



L'inauguration officielle de la 3ème édition du Salon International de l'Arganier, présidée par le ministre de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts, Mohammed Sadiki, a eu lieu en présence de tous les responsables et professionnels de la Région de Souss-Massa -Le Wali de la Région, le Président de la Région, le Président de la Fédération des Chambres d'Agriculture au Maroc, le Président de la Chambre Régionale d'Agriculture de Souss-Massa, les parlementaires et élus- ainsi qu'une importante délégation de responsables du ministère. Organisée sous le Haut patronage de Sa Majesté le Roi Mohamed VI, l'édi-

tion se poursuit du 8 au 12 mai 2024 à Agadir.

Le Salon International de l'Arganier est une occasion pour célébrer un arbre emblématique du Maroc, porteur d'un héritage ancestral et véritable pilier des communautés locales, permettant leur autonomisation économique et financière ainsi que leur inclusion sociale. Le Salon représente également une opportunité pour les professionnels de la filière, désireux de tisser de nouveaux partenariats et de renforcer leurs réseaux professionnels. En suscitant des échanges fructueux entre les différents acteurs, le Salon International de l'Arganier permet aux professionnels d'explorer de nouvelles opportunités de croissance et de développement, dans un environnement propice

à l'innovation et à la collaboration. C'est également une occasion pour les professionnels de découvrir les tendances du marché, d'analyser les évolutions réglementaires en cours et de prendre part aux débats stratégiques autour de l'avenir de l'écosystème de l'arganier.

Le grand public également y découvre un programme riche et une variété d'activités organisées dans la Médina d'Agadir.

L'espace dédié au savoir-faire des femmes de l'arganeraie met en avant leur savoir-faire préservé et transmis de génération en génération. Un espace pédagogique est conçu pour les enfants, leur permettant de découvrir l'univers de l'arganier de manière ludique et éducative et les sensibiliser à la préservation de cet héritage ancestral.

L'espace des coopératives de l'Arganier, permet aux coopératives de présenter leurs produits aux visiteurs, qui découvrent l'étendue des utilisations de l'huile d'Argan, ainsi que les progrès réalisés par la femme rurale pour la valorisation et la promotion des produits de l'arganier. Une exposition dédiée au patrimoine immatériel de l'arganeraie complète ce programme riche et diversifié.

La stratégie Génération Green accorde une priorité particulière au développement de la filière arganier à travers la structuration de sa chaîne de valeurs. Dans ce cadre, un contrat-programme a été conclu avec la fédération interprofessionnelle de la filière de l'argane sur une période de 10 ans d'un montant de 3,64 Milliards de dirhams■

...A l'ONU, la 4ème journée internationale de l'arganier...

Le vendredi 10 mai 2024, le ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts et la Représentation permanente du Royaume du Maroc auprès de l'Organisation des Nations Unies, ont organisé la célébration de la 4ème journée internationale de l'arganier au siège des Nations Unies à New York. Cet événement a été diffusé en direct sur la Web TV des Nations Unies, témoignant de l'importance accordée à la protection de l'Arganier à l'échelle internationale.

Après le mot d'ouverture, prononcé à partir

du Maroc, par Mohammed Sadiki, ministre de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement rural et des Eaux et forêts, l'Ambassadeur, représentant permanent du Royaume du Maroc auprès de l'organisation des Nations Unies, Omar Hilale, a présidé les échanges et débats qui ont vu la participation d'illustres intervenants onusiens, ainsi que plusieurs organismes nationaux et internationaux. Notamment, le Président de la Fondation Mohammed VI pour la Recherche et la Sauvegarde de l'Arganier, le Président de l'Assemblée Générale des Nations Unies, la Secrétaire Générale Adjointe des Nations Unies et Directrice

Exécutive du Programme des Nations Unies pour l'Environnement, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Directeur Général Adjoint de l'UNESCO pour la culture, et la Directrice du Secrétariat du Forum des Nations Unies sur les forêts au Département des affaires sociales et économiques.

En proclamant le 10 mai de chaque année Journée internationale de l'Arganier, les Nations Unies reconnaissent et renforcent la vision Royale consistant à promouvoir et développer la diversité et la richesse forestières et agricoles du Maroc ■

... Et à Essaouira, le Congrès International de l'Arganier

Le ministre Mohammed Sadiki a également présidé l'ouverture officielle de la 7ème édition du Congrès International de l'Arganier qui se tient à Essaouira du 10 au 12 mai 2024 sous le thème: «l'arganier à l'épreuve du changement climatique», soulignant l'urgence d'agir pour préserver cet écosystème précieux dans un contexte de bouleversements climatiques sans précédent.

Fruit de la collaboration entre le ministère de l'Agriculture, l'Agence Nationale pour le Développement des Zones Oasiennes et de l'Arganier (ANDZOA) et l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA), ce congrès réunit, depuis 2011, la communauté scientifique nationale et internationale pour promouvoir un développement durable et inclusif de la filière de l'Arganier.

Imprégné d'une vision prospective durable, le Congrès International de l'Arganier aspire, au-delà du partage des acquis de la recherche scientifique, à mettre en lumière l'Arganier en tant que levier de développement. Il vise également à proposer des innovations répondant aux exigences futures tout en traitant des mesures et précautions nécessaires pour favoriser l'utilisation durable des ressources de la biosphère de l'Arganeraie.

Une conférence inaugurale, placée sous le thème: «Impact du changement climatique sur l'Arganier et l'écosystème de l'Arganier : évidences scientifiques et implication stratégique» a réuni des experts de renommée internationale et des chercheurs de premier

plan, offrant une plateforme d'échanges et de réflexions sur les défis actuels et les solutions innovantes pour préserver l'Arganier.

Au cours de ces trois jours, le congrès devient le lieu d'une intense activité scientifique, avec la présentation de plus de 120 communications réparties en quatre axes thématiques. Des sessions plénières, des présentations scientifiques, ainsi que des événements satellites, tels que le Prix Jeunes Chercheurs, enrichissent et favorisent les synergies entre les participants.

La publication des actes du congrès aura lieu le 31 juillet 2024.

Pour rappel, l'ANDZOA, créée conformément à la loi n° 06-10 du 18 février 2010, répond aux Directives Royales pour la préservation et le développement des zones oasiennes et de l'Arganeraie. Pilotée par un conseil d'administration et une Direction

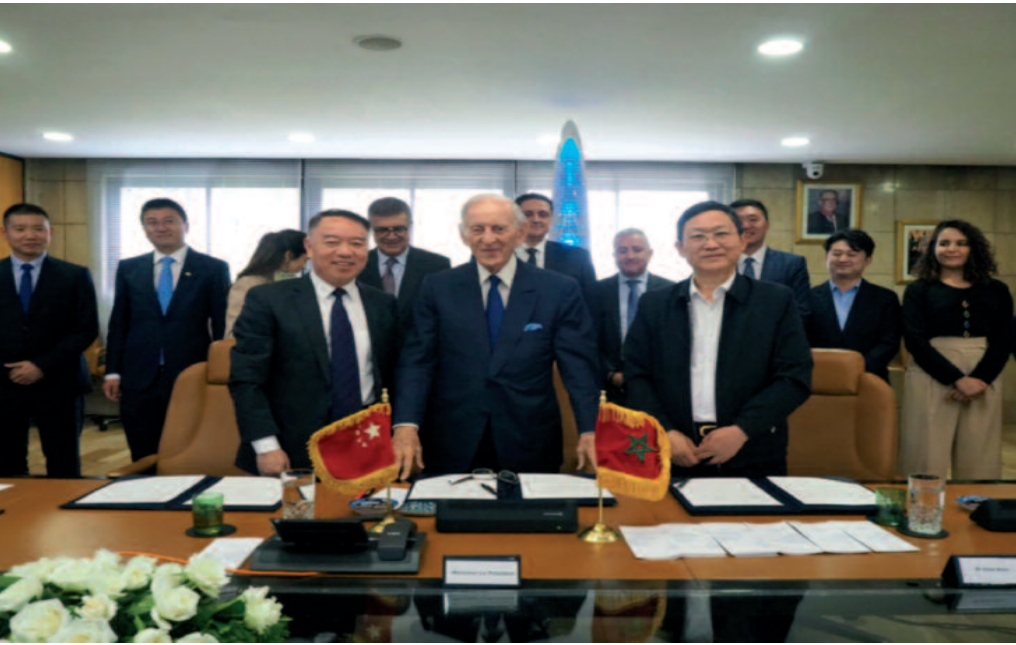


A Essaouira, signature d'accords-cadres entre l'ANDZOA, l'INRA et l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan-II

Générale, elle élabore et exécute des programmes de développement durable, incluant études techniques, programmes socio-économiques et projets locaux, favorisant ainsi l'amélioration des conditions de vie et le développement économique des populations locales. ■

Industrie des batteries automobiles

Deux géants chinois font leur entrée à la Cité Mohammed VI Tanger Tech !



La Cité Mohammed VI Tanger Tech accueille deux nouveaux géants chinois de l'industrie des batteries automobiles, pour un montant global d'investissement de 910 Millions USD en 2024, sur 50 Hectares, induisant la création de 3800 emplois au total.

Le Président de la Société d'Aménagement de Tanger Tech, Othman Benjelloun a procédé le 14 mai 2024, au siège de Bank Of Africa, en présence du Président de TMSA, Fouad Brini et du Président de la Région Tanger Tétouan Al Hoceima, Omar Moro, à la signature d'accords pour l'installation de deux projets industriels d'envergure à la Cité Mohammed VI Tanger Tech, opérés par des leaders mondiaux de l'industrie de batteries automobiles. Il s'agit du Groupe Hailiang et de la société Shinzoom.

La cérémonie de signature s'est tenue en présence du Président de Hailiang, Cao Jiangu, et du Président de Shinzoom, Pi Tao, ainsi que de leur top management respectif.

Ces accords représentent un tournant

majeur dans l'écosystème automobile marocain, avec l'accueil dans le Royaume d'un 1er opérateur industriel de cuivre, à travers le Groupe Hailiang et d'un 1er opérateur d'anodes, la société Shinzoom.

Le projet de Hailiang au Maroc s'étend sur une superficie de terrain de 30 hectares et implique un investissement de 450 millions de dollars US dès 2024 et la création de 1800 emplois. Hailiang, basée à Zhuji, dans la province du Zhejiang en Chine, est un leader industriel mondial, notamment dans la production de pièces automobiles en cuivre, telles que les tuyaux, les barres et les raccords de tuyaux. Fondée en 1989, l'entreprise a généré des revenus de 30 milliards de dollars US en 2022, se classant ainsi 459e dans le Fortune Global 500 pour la même année. Avec 22 sites de production répartis à travers le monde, y compris aux États Unis et en Europe, Hailiang a éta-

bli des partenariats solides avec des entreprises de renommée, telles que Sunwoda. Le projet de Shinzoom s'étend sur une superficie de terrain de 20 hectares et implique un investissement de 460 millions de dollars US dès 2024 et la création de 2000 emplois. Shinzoom, filiale de Hunan Zhongke Electric Co., Ltd, incarne l'excellence et l'innovation dans la production d'anodes pour les batteries au lithium. Fondée en 2001 et basée à Changshan, province du Hunan, Shinzoom a su s'imposer comme le 3ème producteur chinois d'anodes, générant des revenus d'environ 1 milliard de dollars US en 2023. La société, en croissance rapide, opère à travers six usines en Chine, dont deux en partenariat avec des leaders de l'industrie comme BYD.

Ces nouveaux projets ambitieux confirment le positionnement de la Cité Mohammed VI Tanger Tech en tant que pôle d'excellence et d'opportunités pour les entreprises industrielles internationales opérant dans des secteurs compétitifs et globalisés, conformément à la Vision Souveraine de SM le Roi Mohammed VI.

Pour rappel, la Société d'Aménagement de Tanger Tech (SATT) opère, aménage et développe une nouvelle Cité industrielle et résidentielle, intégrée et intelligente, sur une superficie de 2167 ha dans la région de Tanger, et accueille d'ores et déjà une dizaine d'opérateurs depuis son lancement effectif en février 2023.

Sous la conduite de son Président Fondateur, Othman Benjelloun, la SATT est le fruit d'un partenariat entre trois acteurs nationaux de premier rang, Bank Of Africa, Tanger Med Special Agency et le Conseil Régional de Tanger Tétouan Al Hoceima, en association avec la société chinoise, China Communications Construction Company (CCCC), premier Groupe public de travaux et d'infrastructures en Chine. La SATT s'engage à poursuivre avec l'appui de son Président, son Management et ses partenaires, le développement du projet inédit de la Cité Mohammed VI Tanger Tech ■

BMCE Capital Investments lance un Appel à Manifestation d'Intérêt

BMCE Capital Investments, filiale du groupe BMCE Capital dédiée au Private Equity, annonce le lancement d'un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) dans le cadre de l'Initiative Territoriale 3E «Equity, Emploi, Environnement» au niveau de la Région Souss Massa.

Déployée conjointement avec l'Observatoire de l'Entrepreneuriat (ODE) de Bank Of Africa–BMCE Group et le Centre Régional d'Investissement (CRI) Souss-Massa, cette opération vise à identifier une ou plusieurs entreprises de la Région Souss Massa, qui seraient éligibles à une éventuelle prise de participation en capital via le fonds Capital Croissance de BMCE Capital Investments.

L'objectif est de participer activement à promouvoir la transition vers un modèle économique durable en valorisant et en soutenant financièrement des projets d'investissement et de développement portés par des entreprises à fort potentiel de croissance.

A qui s'adresse l'Appel à Manifestation d'Intérêt ?

Sont invitées à participer à l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) les entreprises dynamiques et innovantes de la Région Souss Massa qui répondent aux critères suivants:

- Avoir réalisé un chiffre d'affaires d'au moins 30 MMAD au minimum une fois au cours des 3 dernières années et un résultat d'exploitation positif sur la



même période;

- Ne pas opérer dans un secteur faisant partie de la liste d'exclusion. Tous les secteurs sont éligibles, à l'exception de l'immobilier, du tourisme, de l'agriculture, du négoce de matières premières, de la pêche hauturière (liste d'exclusion à consulter au niveau de l'AMI)

- Présenter un projet d'investissement de plus de 20 MMAD contribuant à la création d'emplois, l'inclusion sociale ou la décarbonation;

- Ne pas être en situation de redressement judiciaire, de conciliation ou de défaut de paiement.

A l'issue d'un premier comité d'évaluation, les entreprises présélectionnées entreront en discussion avec les commanditaires de l'AMI et pourront bénéficier d'un programme de formation, de conseil stratégique, de mentorat professionnel, et d'accès à un réseau d'experts pour maximiser leur potentiel de croissance.

Les sociétés sélectionnées ensuite pour bénéficier d'une prise de participation par le Fonds Capital Croissance dispo-

seront d'un accompagnement sur-mesure en fonction de leurs besoins, sur la durée de détention, favorisée par une relation de proximité avec l'équipe de gestion de BMCE Capital Investments, et reposant sur le réseau étendu de Bank Of Africa–BMCE Group et son expertise.

À travers cette initiative, le CRI Souss Massa, l'Observatoire de l'Entrepreneuriat et BMCE Capital Investments, réaffirment leur engagement envers le développement d'une économie résiliente dans la Région Souss Massa, en offrant aux entreprises locales l'opportunité de bénéficier d'un financement par fonds propres et d'un accompagnement sur mesure pour accélérer leur croissance et contribuer à un avenir économique durable.

Comment participer ?

Les entreprises intéressées sont invitées à soumettre leur dossier complet, conformément aux dispositions de l'AMI, au plus tard le mercredi 12 Juin 2024 à 18h00 via l'adresse email suivante : bki.amipme@bmcek.co.ma ■

Valeurs du Trésor-2023

La Banque populaire maroco-centrafricaine sacrée Meilleur Spécialiste

La Banque populaire maroco-centrafricaine (BPMC), filiale du Groupe Banque Centrale Populaire (BCP), a été sacrée Meilleur Spécialiste en valeurs du Trésor (SVT) pour l'année 2023.



Cette prestigieuse reconnaissance a été décernée à la BPMC lors d'une cérémonie organisée à Douala (Cameroun) par le ministère des Finances de la République Centrafricaine, en présence des acteurs clés du secteur financier et des marchés de capitaux de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), indique la Banque.

Cette distinction, qui lui accorde le titre de Meilleur Mobilisateur parmi les dix SVT que compte la République Centrafricaine dans toute la zone CEMAC, récompense l'expertise de la BPMC sur le marché des valeurs du Trésor.

L'Etat Centrafricain distingue ainsi l'engagement sans faille de la BPMC dans le suivi et l'animation du Marché des Valeurs du Trésor (Obligations et Bons de Trésor Assim-

lables), notamment en participant activement aux adjudications et syndications des titres publics émis par la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC), précise la Banque.

Ajoutant que la BPMC a apporté une contribution exceptionnelle aux opérations d'émission de titres publics, après avoir levé 69,9 % des fonds recherchés par la Centrafrique sur le marché de la CEMAC en 2023, soit environ 75 milliards de francs CFA. Le titre de Meilleur SVT conforte ainsi sa position de premier conseiller du Trésor Centrafricain pour la structuration de financement de projets de développement.

Recevant ce prix, Mathieu Konan, Directeur général de la BPMC, a exprimé ses remerciements au ministère des Finances de la République Centrafricaine, affirmant que cette reconnaissance renforce l'engagement de la BPMC envers le développement économique et financier du pays.

Il a salué le travail accompli par les équipes de la banque et leur dévouement pour le développement de solutions de financement et d'investissement adaptées aux besoins spécifiques des clients, tout en maintenant les normes les plus élevées de professionnalisme dans tous les domaines d'activité.

Le Groupe BCP est présent dans 32 pays dans le monde, dont 18 en Afrique. ■



Immobilier Le Groupe BCP relance Ayam Immo

Le groupe BCP organise sa nouvelle édition d'AYAM Immo, son cycle de Salons régionaux dédié à l'immobilier de standing. Cet événement mobilise l'ensemble de l'écosystème immobilier de chaque région (promoteurs, agences immobilières, notaires, architectes, enseignes d'ameublement, experts en financement bancaire et en assurance) pour offrir un parcours client complet et personnalisé. Le Groupe BCP souligne que le concept Ayam Immo vient concrétiser ses efforts visant à dynamiser le secteur de l'immobilier dans les régions, en créant une plateforme permettant de mettre en relation les futurs acquéreurs avec un ensemble de professionnels à même de leur apporter un accompagnement optimal. Ce Salon vise ainsi à faciliter la démarche du client et son parcours, de la recherche et l'acquisition d'un bien, jusqu'à son financement grâce à la présence de l'ensemble des parties prenantes sur place.

Organisé tout au long des weekends du mois de mai et juin 2024, ce cycle de Salons permet aux visiteurs intéressés par un achat immobilier, d'obtenir un accord de principe sur place pour leur financement. Des animateurs experts, représentant la Banque ainsi que ses différents partenaires, ont été mobilisés pour leur offrir un accompagnement personnalisé et les informer sur les offres promotionnelles exclusives mises en place par la Banque Populaire à l'occasion de cet événement. A travers ce concept inédit, le Groupe BCP s'inscrit dans la continuité de ses valeurs de proximité et de citoyenneté, en allant à la rencontre de ses clients dans les régions pour leur offrir le meilleur accompagnement dans la réalisation de leurs projets de vie. La rencontre de Marrakech, les 8 et 9 mars dernier, a été la première étape d'un roadshow qui sillonnera plusieurs régions du Royaume, notamment Casablanca, Rabat, Tanger et Agadir ■

Boycott des viandes rouges

Le SG de l'Association nationale des chevillards réagit...

En réaction au mouvement de boycott des viandes rouges, lancé sur les réseaux sociaux, Abdelali Ramou, SG de l'Association nationale des chevillards (ANC) a souligné que les professionnels auraient été victimes d'une «campagne accompagnée d'informations erronées» sur les raisons de l'augmentation des prix.

Jusqu'où le boycott des viandes rouges peut aller ? Quel impact pour la filière de l'élevage ? Cette campagne impactera-t-elle les profits des éleveurs ? Face à cette campagne de boycott, les prix des viandes baisseront-ils ? Personne ne peut aujourd'hui le dire avec exactitude. Mais certains professionnels ont, également, joint leur voix à celle des citoyens en attribuant la flambée des prix à la hausse des coûts de production et une baisse de la production des fourrages. Mais à l'Association nationale des chevillards (ANC) on hausse le ton. «De quel boycott parle-t-on ? En ce moment, il y a d'ailleurs un manque très important du nombre de têtes de bétail et une baisse significative des effectifs du cheptel. On n'en trouve pas sur le marché. Ce boycott c'est comme celui des produits laitiers que nous avions en 2019, ce qui avait poussé beaucoup d'éleveurs à vendre leurs vaches aux abattoirs. Ce boycott, rappelons-le, a causé la réduction du cheptel des vaches laitières de 60%», déclare cette semaine à Le Reporter Abdelali Ramou, SG de l'ANC, lequel pointe le Plan Maroc vert. «Ce qui a été prévu dans les contrats-programmes du plan Maroc vert n'a pas été mis en œuvre. L'Etat n'a pas honoré ses engagements dans ces contrats. Il n'a pas apporté des solutions concrètes à la filière. En fait, ceux qui ont profité de ce plan ce sont surtout une minorité, les grands, qui ont bénéficié de plusieurs milliards de dirhams. Pourtant, le cheptel dont ils disposent ne dépasse même pas les 1000 têtes. Or les petits éleveurs,



qui, eux, soutiennent le secteur, vivent actuellement une situation très difficile», lance, non sans colère, le SG Abdelali Ramou.

Et lui d'ajouter : «On n'a rien fait, ni abattoirs, ni marchés de bestiaux, ni apporté des aides aux petits éleveurs...etc. La seule chose que l'on a faite c'est d'avoir pris des décisions et d'appliquer des lois sans même trouver des alternatives. Comme ce qu'on a d'ailleurs fait dans plusieurs régions où on a fermé des abattoirs sous prétexte qu'ils n'ont pas d'agrément, ce qui a mis les professionnels de ces régions dans une situation difficile».

Notre interlocuteur a également souligné que les professionnels auraient été victimes d'une campagne accompagnée d'informations erronées sur les raisons de cette augmentation des prix.

Ce qu'il faut savoir, poursuit-il, «c'est qu'il y a une baisse très importante des effectifs du cheptel. Nous n'avons pas encore un cheptel de reproduction stable avec lequel nous arrivons à satisfaire la demande nationale».

Une situation qui a d'ailleurs conduit à l'importation d'ovins et de bovins depuis déjà cinq ans pour mieux approvisionner le marché national, dit encore A. Ramou. Ce professionnel tient à signaler que certains importateurs baissent les prix en vendant une brebis (importée) à 60 dirhams le kilo alors qu'elle coûte aux éleveurs marocains 120 dirhams. «Ces importateurs ont profité de subventions financières de l'Etat pour

l'importation des ovins et de bovins. C'est pour quoi ils cassent les prix», précise-t-il.

Notons que les viandes rouges font l'objet d'une campagne de boycott pour protester contre la flambée des prix. Les appels au boycott de viandes rouges se sont multipliés depuis plus de deux semaines pour faire pression contre cette escalade des prix. C'est sur les réseaux sociaux qu'a été lancé ce mouvement de boycott, à l'approche de l'Aïd al adha, mais difficile de savoir qui est vraiment derrière cette initiative.

Face à des prix qui dépassent les 100 dirhams le kilogramme, selon la variété, des activistes des réseaux sociaux se disent «entièrement mobilisés» pour poursuivre cette action. Ils expliquent la campagne par l'impact de la flambée des prix des viandes rouges sur le pouvoir d'achat des consommateurs les plus démunis.

«Avec des prix qui ne cessent d'augmenter, variant entre 100 et 120 dirhams pour la viande ovine et entre 85 et 105 dirhams pour celle des bovins, de nombreuses familles sont contraintes de diminuer leur consommation de viande ou préférer d'autres alternatives moins chères mais potentiellement moins nutritives», soulignent les mêmes sources. Celles-ci, qui vont même jusqu'à suggérer l'annulation de l'Aïd Al Adha prévu cette année le 17 juin, invitent les citoyens à opter pour la stratégie de boycott pour faire pression contre cette montée des prix. ■

N. Cherii

Assurance

Wafa Assurance s'installe au Gabon



Avec une présence dans 6 pays en Afrique (Maroc, Côte d'Ivoire, Sénégal, Cameroun, Tunisie et Egypte), où elle réalise environ 13 milliards de dirhams de chiffre d'affaires, Wafa Assurance renforce ainsi ses activités dans le continent, et notamment dans la zone CIMA, en intégrant un marché prometteur.

Dotée d'un capital social de 5 milliards de Francs CFA (environ 82 millions de dirhams), Wafa Assurance Vie Gabon ambitionne de participer activement au développement du secteur de l'assurance Vie au Gabon à travers une offre produits (épargne et décès) diversifiée, adressant les besoins du plus grand nombre et distribuée à travers des canaux adaptés. Wafa Assurance confirme ainsi sa volonté de mettre son expertise au service du développement du continent africain, en capitalisant sur son statut de leader de l'assurance en Afrique (hors Afrique du Sud) et sur les synergies développées avec le Groupe Attijariwafa Bank. ■

Le 16 avril 2024, la Commission Régionale de Contrôle des Assurances, régulateur du secteur des assurances de la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances (CIMA), a octroyé à Wafa Assurance Vie Gabon, filiale de Wafa Assurance, l'agrément pour opérer la branche Vie au Gabon.

Finances publiques

Quels indicateurs à fin avril 2024 ?

Selon le bulletin mensuel de statistiques des finances publiques (BMSFP) de la Trésorerie Générale du Royaume (TGR) pour le mois d'avril 2024, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un déficit budgétaire de plus de 1,18 milliard de dirhams (MMDH) à fin avril 2024.

Cependant, les recettes ordinaires brutes ont augmenté de 15,7% à près de 121,1 MMDH et les dépenses ordinaires émises ont reculé de 1,7% à 104,6 MMDH.

Le solde ordinaire enregistré à fin avril 2024 a donc été positif de 16,46 MMDH.

Concernant les recettes douanières nettes, elles ont atteint 27,96 MMDH à fin avril dernier, en hausse de 5,8% par rapport à la même période un an auparavant.



De leur côté, les recettes des comptes spéciaux du Trésor (CST) ont atteint 60,6 MMDH et les dépenses émises ont été de 46,9 MMDH. Autre indicateur important, les émissions de dépenses au titre de la compensation se sont établies à 4 MMDH à fin avril 2024, en repli de 55% par rapport à fin avril 2023. ■



CESE-BIT

L'évaluation actuarielle du Régime IPE avance...

Le Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE) a accueilli, jeudi 9 mai 2024, un atelier de restitution sur le projet d'étude concernant l'évaluation actuarielle du régime d'indemnité pour perte d'emploi (IPE) du Maroc, menée par les experts du Bureau International du Travail avec les contributions substantielles du ministère de l'Économie et des Finances (MEF), de la CNSS, du CESE et d'autres parties prenantes concernées. L'atelier a permis de recueillir les observations, propositions et enrichissements des principales institutions associées, notamment sur la viabilité financière du régime d'IPE, et de discuter des pistes d'amélioration possibles pour une protection sociale efficace et durable.

Le recours à cette étude actuarielle fait suite aux recommandations du Conseil, formulées dans son rapport intitulé « l'indemnité pour perte d'emploi : quelles alternatives à la lumière de la loi cadre sur la protection sociale ? ».

Basée sur des consultations avec les différentes parties prenantes et des expériences internationales éprouvées, cette évaluation actuarielle vise à apprécier les impacts des différents scénarios de réforme sur le processus de généralisation de l'IPE au Maroc. Elle pourrait valablement alimenter le projet de protection sociale en cours de déploiement, qui vise la généralisation de l'IPE à l'horizon 2025, conformément à la Loi-cadre 09.21 ■

Le GAM, H-in-Q et THOTH Consulting décortiquent l'Audience Intelligence et son impact

Le Groupement des Annonceurs du Maroc (GAM), en collaboration avec H-in-Q et THOTH Consulting, a organisé le 9 mai une rencontre sur les dernières données du Digital au Maroc, le comportement des Marocains sur les médias sociaux et l'importance de la data pour un meilleur ciblage et des campagnes plus percutantes.

Youssef Cheikhi, Président du GAM et Driss Farissi, fondateur de H-in-Q, ayant prononcé leur mot d'ouverture, Othman El Ouazani, fondateur de THOTH Consulting, a pris la parole pour dévoiler les principaux résultats de la dernière étude réalisée.

Il en ressort quelques tendances lourdes en matière de fréquentation des plateformes. Notamment, un recul de Facebook qui perd 6 points de pénétration à 80%, soit 19.2 millions d'utilisateurs, tout en restant en tête. Parmi les plus fortes progressions, on notera celle d'Instagram qui prend 14 points à 64%, soit 15.5 millions d'utilisateurs. TikTok n'est pas en reste puisqu'il prend 11 points à 38% soit 9.3 millions d'enthousiastes qui l'utilisent. L'étude a aussi montré que les profils d'utilisateurs étaient variés par plateforme, tant sur le plan démographique que psychographique, éléments importants pour tout professionnel du Marketing Digital.

D'autres thématiques sont venues enrichir cette présentation, notamment celle des influenceurs. Un phénomène observé est une certaine régression par rapport à l'année passée mais qui draine néanmoins quelque 13.1 millions de 'followers' qui contribuent pour 3.2 milliards de DH de chiffre d'affaires. Ihsane Benalluch et Amine Raghieb occupent le haut du podium pour les influenceurs favoris des internautes.

Le e-Commerce reste un pan important du Digital avec une incidence d'achats de 45% soit 10.8 millions d'usagers, en léger repli (-3%). Le chiffre d'affaires lui est en progression de +5%, atteignant 16.1 milliards de DH opéré principalement sur les articles de mode, d'électronique et de cosmétiques.

Le Gaming présente aussi des opportunités puisque 48% déclarent le pratiquer (11.6M). Il reste dominé par le Mobile Gaming (82%).

Les jeux de sport, puzzle et monde ouvert sont les plus en vogue.

Last but not least, un panorama de la GenZ, axé sur les 18-24 ans, a été exposé montrant la puissance que permet la data pour bien définir sa cible et développer des stratégies d'approche pertinentes selon les plateformes et le type de contenu approprié.

Suite à cette présentation, Réda Taleb, Directeur Général d'Officium, a modéré un panel composé de Salim Cheikh (2M), Hassan Rouissi (The Next Click), Zakaria Ghassouli (Avito), Nouredine Qadiri Boutchich (SOREC) et Driss Farissi (H-in-Q).

Les échanges ont porté sur l'évolution des profils d'audience et la prééminence du Digital qui bouscule les Business Models établis. Côté Annonceurs et Médias, l'importance de la data est reconnue de même que les exigences organisationnelles pour la mettre à la portée du plus grand nombre pour plus de fluidité et d'efficacité. Pour les Agences de Communication, l'emphasis est mise sur les opportunités en termes de formats et de supports pour des campagnes plus réussies.

La data en elle-même a aussi été abordée. Elle est en pleine évolution et cette mutation impacte les organisations à tous les niveaux. Malgré cela, la valeur ajoutée induite reste intéressante et des études de cas probantes ont été longuement discutées.

Enfin, la part belle a été faite à l'avènement de l'ère sans cookies dans un avenir immédiat, ainsi que son impact sur les Analytics, l'évaluation de performances et les mesures à prendre pour y remédier à l'avenir.

Avec plus de 100 membres représentant plus de 90% des investissements publicitaires nationaux, le GAM, à travers la GAM Academy, mène des recherches approfondies en collaboration avec divers instituts de renom en matière de mesure d'audience, de tendances sectorielles et de développement clés.

THOTH Consulting est un cabinet conseil spé-



cialisé en Stratégie Marketing & Insights, qui accompagne les entreprises et les marques sur plusieurs volets relevant notamment de la segmentation, la définition et le profilage des cibles Marketing, les leviers de croissance Marketing, les architectures de prix et leurs implications opérationnelles, ainsi que les stratégies de communication et de positionnement. Quant à H-in-Q, c'est une startup spécialisée dans les solutions insight basées sur l'IA. Avec pour mission de révolutionner la façon dont les entreprises collectent et utilisent les données, H-in-Q développe des produits de pointe qui permettent à ses clients à prendre des décisions éclairées en temps réel. Grâce à ses solutions innovantes, H-in-Q vise à exploiter tout le potentiel de l'IA pour transformer l'avenir du Data Marketing ■

Le Maroc sacré destination africaine en 2024



C'est lors de la Convention européenne de l'International Association of Golf Tour Operators (IAGTO) qui se tient à Malaga, que le Maroc a été désigné «Meilleure destination africaine de tourisme golfique de l'année». Une consécration rendue possible grâce aux efforts conjoints de la Fédération Royale Marocaine de Golf (FRMG) et de l'Office National Marocain du Tourisme (ONMT).

La Convention européenne de l'International Association of Golf Tour Operators (IAGTO) qui se tient à Malaga est véritablement l'épicentre du tourisme golfique mondial.

Pendant deux jours, plus de 750 délégués d'Europe et d'autres destinations se réunissent pour établir des relations entre les voyageurs spécialisés dans le golf et les entrepreneurs du secteur, notamment les terrains de golf, les complexes hôteliers et les agences réceptives.

Cet événement est une occasion unique pour renforcer les liens et explorer de nouvelles opportunités dans l'industrie du golf.

Cette année, le Maroc est présent en force

avec la forte mobilisation d'un grand nombre d'opérateurs marocains privés évoluant notamment dans le golf, les Resorts golfiques, l'hôtellerie et représentant les différents clusters golfiques du Royaume.

C'est donc en marge de cette édition 2024, que la destination Maroc a été désignée «Meilleure destination africaine de tourisme golfique pour l'année 2024». 660 tour-opérateurs golfiques se sont concertés et ont étudié les performances du 1er trimestre 2024 et le degré de satisfaction de leurs clients pour leur vote.

Cette consécration vient ainsi récompenser les efforts déployés par la Fédération Royale Marocaine de Golf et l'ONMT dans leurs efforts pour la durabilité des golfs, l'amélioration de l'expérience de

voyage et la promotion du tourisme golfique.

Pour l'ONMT, le golf est un vecteur de développement touristique à fort potentiel amené à de fortes performances grâce aux destinations golfiques de prestige que compte le pays et aux événements d'envergure internationale qui s'y organisent. L'ONMT, en partenariat avec la Fédération Royale Marocaine de Golf a pour objectif de faire du Maroc une véritable destination touristique golfique à part entière.

L'Office s'était d'ailleurs en novembre dernier, allié au géant Netflix pour promouvoir le golf au Maroc.

Ce partenariat inédit, visait à installer la marque «Maroc, Terre de Lumière» à l'échelle internationale sur le segment golf en bénéficiant de la force de frappe du leader mondial Netflix.

L'ONMT, sous la direction de son dynamique DG Adel El Faker, poursuit ainsi le déploiement innovant de son plan d'action «Light in Action», en offrant à la destination Maroc des opportunités exceptionnelles touchant des millions de personnes à travers le monde ■

Accord avec l'Espagnol Flamagas

Dislog Group décroche la distribution exclusive de la marque Clipper 1959 SL au Maroc

Dislog Group représentée par son Président Moncef Belkhatat a signé un contrat de représentation exclusive sur la marque Clipper 1959 SL avec le PDG de la société Espagnole Flamagas Mr Pera Puig.

Ce contrat qui débute le 1er juillet 2024, pour une durée indéterminée, permet à Dislog Group de distribuer les produits Clipper 1959 SL sur l'ensemble du territoire

Marocain soit directement soit indirectement à travers des Sub-distributeurs.

A la suite de cette signature, Moncef Belkhatat a déclaré: «nous sommes très heureux de signer ce contrat de distribution avec Clipper 1959, l'un des plus grands Groupes Espagnols. Flamagas sera pour nous un partenaire privilégié avec lequel nous aimerions construire des partenariats à long terme et au-delà des produits des lighters».

A noter que la Marque Clipper 1959 SL appartient à la Société Espagnole Flamagas, filiale du Groupe Puig, multinationale espagnole cotée en bourse et leader de la parfumerie et de la mode.

Pour rappel, Fondé en 2005, Dislog Group est un groupe industriel Marocain intégré et diversifié. Leader marocain dans le secteur des FMCG et récemment dans le Secteur Pharmaceutique et l'industrie du soufflage à travers CMB Plastique, Dislog Group opère dans 3 secteurs en forte croissance: l'hygiène, l'alimentation et la Santé. Ses unités industrielles au Maroc et en Europe produisent et commercialisent –côté hygiène- des détergents liquides, produits nettoyants multi-usage et spécialisés, eaux de javel, hygiène papier, couches bébé ; côté santé, des produits pharmaceutiques multi-formes (Gélules, comprimés, Sirops) et dermo-cosmétiques (Crèmes et produits de soins corporels) ; et côté alimentation: Chocolats, Biscuits, Confiserie et



produits alimentaires Bio (soupes, sauces et jus).

Le Groupe emploie 3400 personnes et développe un portefeuille de plus de 100 marques qui améliorent quotidiennement la vie des ménages et des consommateurs au Maroc et en Europe.

Concernant Flamagas, ce Groupe est né en 1959 avec la fabrication et la commercialisation de briquets métalliques sous la marque Flaminare. C'est une des premières entreprises à proposer ce type de briquet au consommateur espagnol. Le briquet Flaminare est devenu une référence dans les années 1960. En 1971, le Clipper est créé, un des premiers briquets en plastique au monde. Depuis lors, le Clipper s'est répandu dans le monde entier, devenant le briquet emblématique de la mode chez les fumeurs.

La production annuelle actuelle est de quelque 450 millions d'unités dans le monde, la plupart étant fabriqués dans une usine près de Barcelone et le reste à Madras (Inde) et à Shanghai (Chine) entre autres¹, ce qui en fait le deuxième fabricant après Bic.

La marque Clipper est une division de Flamagas S.A.² qui distribue également de la papeterie et des produits électroniques pour des marques telles que Casio et Daewoo³. Flamagas S.A. est dirigée par la Puig et les deux entités sont des filiales d'Exea Corporation.



Puig est une société de mode et de parfums basée à Barcelone et dirigée depuis trois générations par la famille qui en détient le capital. La force du groupe Puig réside dans sa capacité à construire des marques, forgeant l'image d'une griffe à travers la mode et transposant cette même image dans le monde du parfum, à travers de belles histoires et l'excellence d'un produit.

La forte performance de Puig s'est traduite par une croissance significative et un chiffre d'affaires qui a atteint 1,3 milliard € en 2011. Cette success story est la combinaison des résultats des marques appartenant au groupe, comme Carolina Herrera, Nina Ricci, Paco Rabanne and Jean Paul Gaultier ; mais aussi des marques sous licence, comme Prada, Valentino et Comme des Garçons, et de parfums de célébrités, vendus dans plus de 130 pays ■

Gitex Africa Morocco 2024

Pour une feuille de route numérique panafricaine ?



Les préparatifs de la 2ème édition de Gitex Africa Morocco, prévue du 29 au 31 mai 2024 à Marrakech, s'accélèrent. Des leaders mondiaux, des experts gouvernementaux, des entreprises, des grandes technologies, des start-ups, des investisseurs et des universitaires de 130 pays s'y donneront rendez-vous.

Placé sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Gitex Africa Morocco est organisé sous l'égide du ministère de la Transition Numérique et de la Réforme de l'Administration, en partenariat avec l'Agence de Développement Digital (ADD).

Cet événement phare de la technologie africaine est orchestré par Kaoun International, filiale étrangère du Centre Mondial du Commerce de Dubaï (DWTC), qui organise également GITEX Global aux Émirats Arabes Unis, considéré comme le plus grand et le plus fiable événement technologique et de start-up au monde.

Les travaux sont en cours pour aménager un site impressionnant au cœur de Marrakech, spécialement conçu et dédié à l'événement. Gitex Africa Morocco 2024 occupera 21 halls et accueillera 1400 entreprises exposantes internationales, enregistrant ainsi une augmentation de 70% depuis le lancement record

de l'événement l'année dernière.

Cette année, l'intelligence artificielle se distingue comme un phénomène majeur, avec ses capacités fascinantes et diverses à transformer plusieurs secteurs, de la cybersécurité et du cloud computing à l'IoT, en passant par la finance, les télécommunications, l'agriculture et l'éducation, nourrissant ainsi les espoirs d'une prospérité renforcée pour le deuxième continent le plus peuplé du monde: l'Afrique. Selon les organisateurs de cet événement, «L'essor fulgurant de l'Afrique en tant que puissance internationale émergente dans la transformation numérique, allié aux vastes opportunités mondiales offertes par l'intelligence artificielle, est sur le point de déclencher une nouvelle ère de collaboration entre les secteurs public et privé en matière d'investissement».

Plus de 700 start-ups parmi les plus innovantes au monde, provenant de 45 pays, dont 200 marocaines, seront mises en lumière lors de North Star Africa, la plateforme dédiée aux

start-ups de Gitex Africa. Cette initiative revitalise de manière significative l'investissement dans un écosystème de start-ups robuste et dynamique, avec des projections de levées de fonds s'élevant à 10 milliards de dollars en capital-risque d'ici 2025.

Ces innovateurs, plusieurs fois primés, auront la possibilité d'interagir avec 350 investisseurs de 35 pays, gérant collectivement 200 milliards de dollars d'actifs. Ainsi, Gitex Africa Morocco 2024 devient un indicateur crucial des avancées technologiques transcontinentales, jouant un rôle essentiel dans la convergence des efforts de la communauté technologique mondiale pour favoriser un avenir responsable au sein de ce qui est appelé la nouvelle Silicon Valley mondiale.

Parmi les partenaires institutionnels officiels de Gitex Africa Maroc présents figurent l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications (ANRT), l'Office National des Aéroports (ONDA), l'OCP, Royal Air Maroc (RAM), l'Office National des Chemins de Fer (ONCF), et la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM).

Cet événement catalysera un progrès technologique transcontinental dans des domaines aussi divers que le cloud, l'IoT, la cybersécurité, la santé numérique, la finance future, la technologie grand public, les villes numériques et les télécommunications.

Les experts du secteur technologique estiment que l'essor de l'IA pourrait ajouter 1,2 trillion de dollars à l'économie africaine d'ici 2030, augmentant le PIB du continent de 5,6% et renforçant la nécessité de dialogues numériques pour déployer des technologies à la fois durables et éthiques.

Les enjeux technologiques urgents de l'Afrique seront abordés par des ministres et des visionnaires du numérique.

A ce jour, le programme de conférences prévoit déjà plus de 450 intervenants de 70 pays pour discuter, examiner et relever les principaux défis et opportunités technologiques de l'Afrique.

Ces discussions ambitieuses viseront à co-créer et à définir une feuille de route numérique spécifique à l'Afrique.

Gitex Africa Morocco 2024 sera ouvert de 10h00 à 18h00. L'entrée est réservée exclusivement aux professionnels du secteur pré-inscrits, avec une invitation spéciale pour les étudiants de 16 ans et plus le troisième jour. ■

ABA Technology propose trois nouvelles plateformes

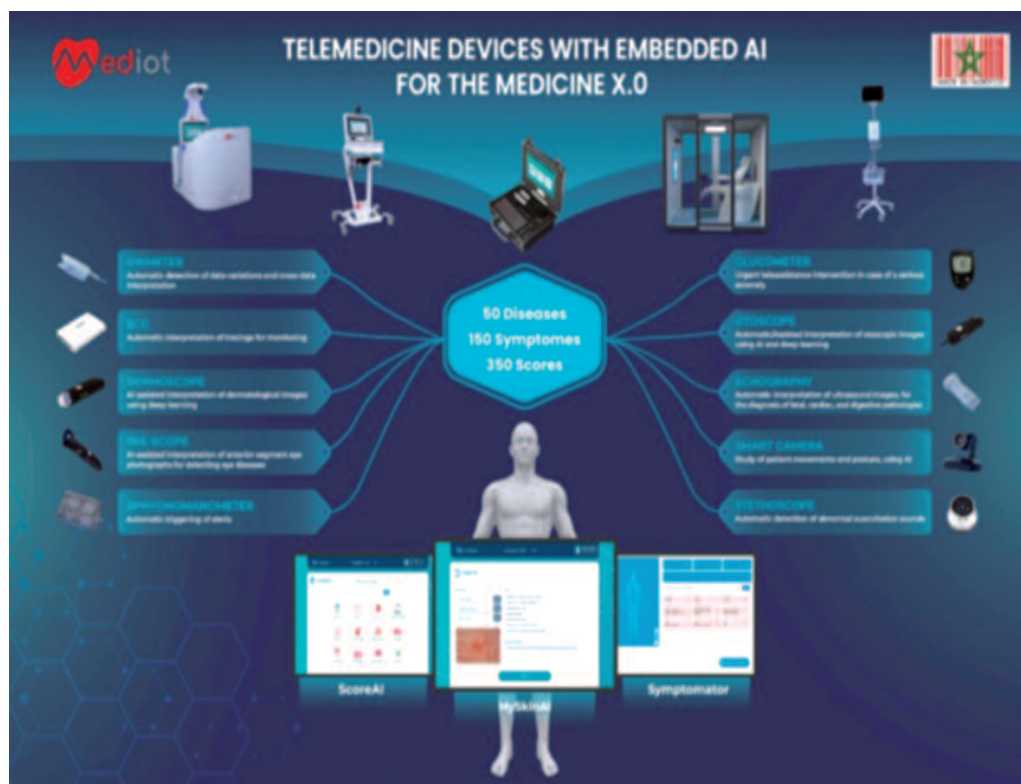
Le groupe ABA Technology annonce des innovations dans le domaine de l'intelligence artificielle des objets (Artificial Intelligence of Things). Il s'agit de 3 Plateformes IA dédiées à la gestion des villes intelligentes, à l'industrie X.0 et à la médecine du futur.

En intégrant des algorithmes sophistiqués, des capteurs intelligents et une analyse avancée des données, ces plateformes ouvrent la voie à une gestion plus efficace, durable et personnalisée de villes, des industries, de la santé humaine du bien-être. Elles sont caractérisées par trois éléments communs: l'IA, la fusion technologique entre les solutions Information Technology et Operational Technology, ainsi qu'un cloud privé dédié au client pour la souveraineté de la donnée.

Contrairement aux plateformes généralistes, ces dernières spécialisées par secteurs d'activité proposés respectivement par trois nouvelles startups, filiales du groupe ABA Technology : Nextor, Hardiot et Mediot, capitalisent sur le processus métier pour une réponse technologique adaptée, sur mesure et compétitive.

La première plateforme en Afrique et au Moyen-Orient intitulée «DakAI» est dédiée à la surveillance intelligente des territoires, incluant la gestion urbaine et la sécurité publique.

Elle combine l'IoT, l'IA et le computer vision avec des caméras fabriquées au



Maroc.

Nextcor, filiale du Groupe ABA Technologique, crée ainsi une longueur d'avance importante en matière de surveillance intelligente basée sur l'intelligence artificielle des objets supportée par une architecture hybride de cloud/edge computing orientée souveraineté de données.

La deuxième plateforme orientée Industrie X.0, nommée «Digindustry X.0» est portée par la startup Hardiot. Elle redéfinit les processus industriels, en permettant une production plus agile, une maintenance prédictive, une excellence industrielle et une sécurité renforcée pour les travailleurs, avec une maîtrise de la consommation énergétique et la réduction de l'empreinte carbone.

La troisième plateforme AIoT, dédiée à la médecine du futur, est nommée «Digi-Health».

Cette plateforme est portée par Mediot, la filiale santé connectée du groupe ABA

Technology.

Elle offre un suivi personnalisé, des diagnostics précoces, une gestion proactive des maladies chroniques, une intégration du dossier patient et une optimisation des soins de santé pour des vies plus saines et plus épanouissantes.

Cette convergence permet à des dispositifs et/ou équipements médicaux connectés non seulement de collecter et d'échanger des données, mais aussi de prendre des décisions intelligentes en temps réel grâce à l'intelligence artificielle pour sauver davantage les patients. Ces réalisations concrètes permettent au groupe ABA Technology de renforcer sa position de leader régional dans le domaine de l'Intelligence Artificielle des Objets, le Cloud/Edge Computing et la cyber sécurité industrielle, facilitant ainsi une nouvelle Société X.0 qui œuvre pour la «préservation de l'environnement, de la santé et de la sécurité des citoyens». ■

Nouvelle Calédonie

La dernière colonie française ?

Ce qui se passe en Nouvelle Calédonie est aux antipodes géographiques aussi bien de la France que du Maroc. C'est aussi à première vue aux antipodes des préoccupations des lecteurs du Reporter. Mais ce serait une erreur. Cette situation interroge et rejoint d'autres préoccupations géopolitiques, notamment sur l'avenir de la Palestine.



La Nouvelle Calédonie est une des rares possessions françaises ayant échappé à la décolonisation. Cela, comme la crise actuelle s'explique par la démographie. En effet, contrairement aux autres territoires, cette île du pacifique a été une terre de peuplement. Ce qui fait que les Calédoniens d'origine européenne et métissée sont plus nombreux que les Kanaks, peuple des origines. On peut estimer que si les Européens avaient été aussi nombreux que les arabo-berbères en Algérie, l'histoire aurait été bien différente. Les Kanaks, très longtemps traités comme une race inférieure par les colons, ont même failli disparaître et n'ont dû leur survie qu'à une très forte natalité aidée par de meilleures conditions sanitaires. La démogra-

phie par la natalité est la clé, comme ce fût le cas d'ailleurs pour les Français, cette fois au Québec, sous la domination britannique. On a frôlé donc le génocide, comme dans le cas des Indiens d'Amérique.

Après la guerre mondiale, le vent de la décolonisation a fait bouger les choses, notamment au profit de la communauté Kanak. Elle a même imposé un code électoral écartant du vote les nouveaux venus sur l'archipel, établissant un équilibre démographique et démocratique plutôt favorable aux Kanaks. Mais pour la République française, il est idéologiquement impossible d'écarter des citoyens français trop longtemps du droit de vote. D'où un changement actuellement voté à Paris de la législation électorale calédonienne. Le résultat apparaît évident. Les nouveaux venus de l'extérieur

pouvant voter plus largement, les Kanaks seront de plus en plus minoritaires sur leur terre d'origine. Ils ne pourront plus jamais espérer obtenir l'indépendance par un référendum. Il y en a eu déjà plusieurs, qu'ils ont tous perdus, mais parfois de justesse. Quand le vote est communautaire, la minorité démographique est condamnée à jamais à être minoritaire politiquement. C'est ce que les jeunes indépendantistes refusent et c'est l'origine de l'insurrection ethnique actuelle en Nouvelle Calédonie.

La démocratie universelle à l'occidentale se fracasse sur la démographie quand les communautés ne veulent pas vraiment faire nation. On pourrait citer bien des cas comme celui du Rwanda où une ethnie domine une autre, ou l'Afrique du sud où une minorité a dû imposer un Régime d'apartheid pour éviter le plus long-

Repli pour éviter la débâcle



temps par la force injuste de la loi l'accès au pouvoir de la majorité.

Pour la Palestine, on retrouve les marqueurs-démocratie- démographie colonisation. Les Israéliens vivent dans une démocratie qui permet cependant l'arrivée au pouvoir d'extrémistes intégristes ou racistes. Ils semblent avoir oublié la leçon de Sharon, pourtant pas une colombe. Le 25 octobre 2004, il tient un discours à la Knesset où il annonce sa détermination à effectuer un plan de désengagement des territoires occupés. Il déclare: «En tant que quelqu'un qui a combattu dans toutes les guerres d'Israël et appris de ses expériences personnelles que sans la force appropriée, nous n'avons pas une chance de survivre dans cette région qui ne montre aucune pitié envers les faibles, j'ai aussi appris par expérience que l'épée seule ne peut résoudre cette dispute amère pour cette terre». Le désengagement se déroulera du 15 août au 11 septembre 2005. Sharon qui fut partisan d'un grand Israël biblique y a renoncé après la prise en compte de la démographie. Il craignait en fait pour l'Etat hébreu un destin à l'Afrique du sud. Un destin où la population arabe devenant démographiquement plus importante dans un grand Israël que la population juive, elle ne prenne le pouvoir par le vote démocratique. C'est la démographie qui explique le refus obstiné et inhumain de la loi du retour. C'est la démographie qui explique le refus de Netanyahu d'une solution à deux Etats, mais surtout d'un Etat pluriculturel israélo-palestinien où les juifs seraient rapidement minoritaires.

On le sait maintenant grâce aux archives et recherches historiques, c'est la démographie qui a poussé le Général de Gaule à refuser l'Algérie française pour laquelle il avait été ramené au pouvoir. Il pensait que l'intégration de musulmans de plus en plus nombreux dans la République en changerait la nature. Il n'avait cependant sans doute pas anticipé les courants migratoires de la post colonisation.

Une colonisation qu'il avait condamnée cependant bien avant le mouvement décolonial actuel. Un mouvement en Occident qui, bien sûr, renforce la détermination des Kanaks à refuser la domination des «blancs» dans le mouvement du sud global. Mais l'archipel est au centre du pacifique, là où s'affrontent l'Inde, la Chine et les USA. Il donne à la France un vaste domaine maritime mondial et la Nouvelle Calédonie est le second fournisseur mondial de l'indispensable nickel. Cela complique tout, car il n'y a pas bien sûr que la démographie qui compte.■

Patrice Zehr

Le Président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a annulé la visite officielle qu'il devait effectuer vendredi 10 mai (2024) à Madrid, annonce le Palais Royal espagnol. Le Palais Royal a actualisé l'agenda du Souverain, mercredi matin, en mentionnant que la rencontre entre le Roi Felipe VI et le Chef de l'Etat ukrainien, ainsi qu'un déjeuner officiel en l'honneur de celui-ci, étaient annulés. Selon la presse espagnole, V. Zelensky a pris cette décision en raison de la nouvelle offensive russe dans le nord de l'Ukraine.

L'armée ukrainienne a annoncé dans la nuit de mardi à mercredi avoir dû se replier dans certaines zones du front nord, dans la région de Kharkiv où la Russie a lancé le 10 mai une nouvelle offensive. «Dans certaines zones, près de Loukianski et Vovtchansk, en réaction aux tirs ennemis et un assaut d'infanterie, nos unités ont manœuvré en direction de positions plus favorables afin de sauver les vies de nos soldats et éviter des pertes. La bataille continue», a indiqué sur les réseaux sociaux l'état-major ukrainien.

Pour autant, l'armée assure ne pas céder, alors que cette offensive par le nord de l'Ukraine a pris les forces ukrainiennes par surprise en fin de semaine dernière. Plusieurs villages ont été conquis, et les localités de Lou-

kianski et Vovtchansk font l'objet d'après batailles. «Les unités ukrainiennes empêchent les occupants russes de prendre pied. Des contre-attaques sont menées, l'ennemi est sous le contrôle constant de l'artillerie et des unités de drones des forces de défense», a indiqué l'état-major ukrainien.

En visite pendant deux jours en Chine à partir de jeudi, Vladimir Poutine a accordé un entretien à l'agence de presse étatique, Chine nouvelle, publié ce mercredi. «Nous [Russes] saluons l'approche adoptée par la Chine pour résoudre la crise en Ukraine», a-t-il notamment déclaré.

«Pékin est bien conscient des causes profondes de la crise et de son importance géopolitique mondiale», a poursuivi le Président russe, qui fait référence à un document en douze points publié par la Chine en février 2023 pour expliquer sa position concernant le conflit. «Les idées et les propositions contenues dans le document montrent le désir sincère de nos amis chinois d'aider à stabiliser la situation», a souligné Vladimir Poutine.

Quelques jours avant le lancement par la Russie de son invasion de l'Ukraine, en février 2022, Pékin et Moscou avaient célébré leur partenariat «sans limites». Les deux pays ont depuis renforcé leur coopération diplomatique, commerciale et militaire.■

P. Zehr

Gaza

Souvenir de la Nakba



La Nakba ! C'est ainsi que les Palestiniens qualifient la «catastrophe» de 1948, lors de la création de l'Etat d'Israël. Elle ressurgit, 76 ans plus tard, avec la destruction en cours de Gaza

Lors de la Nakba en 1948, certains Palestiniens sont partis d'eux-mêmes à cause de la guerre, d'autres ont été chassés de leurs terres par le tout jeune Etat hébreu. À l'époque, ces derniers ont trouvé refuge dans les pays voisins comme le Liban, la Syrie, la Jordanie, mais aussi dans l'actuelle Cisjordanie et à Gaza. Le concept de Nakba («catastrophe» en arabe), qui désigne le déplacement forcé de 700 000 Palesti-

niens à la création de l'Etat d'Israël en 1948, n'a pas été forgé par un habitant de Jaffa ou de Haïfa, expulsé de son domicile par les paramilitaires sionistes. C'est sous la plume de Constantin Zureiq, un célèbre intellectuel syrien, né dans un foyer grec orthodoxe de Damas, que ce terme est entré dans le dictionnaire politique arabe avant de pénétrer les consciences du monde entier explique le journal français *Le Monde*. A l'été 1948, à l'âge de 39 ans, pressentant que la débâcle des armées arabes face aux troupes du jeune Etat israélien est irrémédiable, ce penseur, alors professeur d'Histoire à l'Université américaine de Beyrouth (AUB), conçoit un petit essai intitulé *Ma'ana Al Nakba* («la signification de la catas-

trophe»). Rédigé en quelques semaines dans un hôtel des hauteurs de Beyrouth, à Broumana, l'opuscule est un succès immédiat, qui sera réédité plusieurs fois et traduit en anglais. La défaite des Arabes en Palestine n'est pas une calamité passagère ni une simple crise, mais une catastrophe (Nakba) dans tous les sens du terme, la pire qui soit arrivée aux Arabes dans leur longue histoire pourtant riche en drames», assène Zureiq en ouverture de son ouvrage, dont le manuscrit, que *Le Monde* a pu consulter, est conservé dans les archives de l'Université américaine de Beyrouth. La Nakba a déstabilisé le Proche-Orient tout entier, implantant en son cœur un Etat perçu par les Arabes comme un prolongement du colonialisme occidental, et plongeant ceux-ci dans une culture du ressentiment et de la revanche. Un état d'esprit dont les Régimes militaires, apparus dans le sillage de la défaite de 1948, ont su habilement profiter pour confisquer le pouvoir à leur profit. Zureiq, qui attribuait à cette crise une dimension civilisationnelle, appelle dans son livre à y répondre par une révolution rationaliste, un tournant modernisateur, l'unification des Etats arabes et l'adoption de la laïcité, ce qui l'a amené à poser les fondements du nationalisme arabe. L'Université américaine, qu'il présida dans les années 1950, servit de creuset à cette idéologie incarnée par le leader égyptien Gamal Abdel Nasser. L'inventeur de la Nakba fut notamment le mentor de Georges Habache, un ex-étudiant palestinien en médecine de l'AUB, dont la famille avait été expulsée de Lydda (ville du centre d'Israël, connu aujourd'hui sous le nom de Lod) en 1948, et avec qui il fonda le Mouvement des nationalistes arabes, ancêtre du Front populaire de libération de la Palestine, un parti de gauche, toujours actif dans les territoires occupés. ■

P. Zehr

Etat palestinien

Nouveau vote à l'Onu

Une Résolution appelant le Conseil de sécurité à laisser les Palestiniens devenir des membres à part entière des Nations unies a été approuvée par 143 des 193 Etats membres, vendredi 10 mai 2024, malgré la vive colère d'Israël. «Je me suis tenu des centaines de fois à cette tribune, mais jamais pour un vote plus important qu'aujourd'hui, historique». L'ambassadeur palestinien à l'ONU, Riyad Mansour, avait la voix serrée par l'émotion, en s'exprimant à la tribune, à New York (Etats-Unis), avant le vote d'une Résolution proposant de reconnaître que l'Autorité palestinienne mériterait d'être membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies.

Au total, 143 des 193 pays membres ont voté pour, dont la France. Neuf pays, dont les Etats-Unis et Israël, ont voté contre, et 25 se sont abstenus, tels le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Ita-

lie, ou l'Ukraine. Cette résolution, présentée par les Emirats Arabes Unis, «établit que l'Etat de Palestine devrait être autorisé à [déposer sa candidature d'adhésion] au statut de membre» et «recommande que le Conseil de sécurité réexamine la question favorablement».

Elle exhorte donc directement le Conseil de sécurité à revoir sa copie concernant l'adhésion pleine et entière des Palestiniens à l'ONU, dont ils sont aujourd'hui membres observateurs, alors que les Etats-Unis bloquent cette requête depuis 2011. La diplomatie américaine a de nouveau recouru à son droit de veto sur cette question le 18 avril, réitérant son soutien à Israël. Les deux pays ont d'ailleurs prévenu vendredi que si la question retournait au Conseil de sécurité, il y aurait «un résultat similaire à avril». Cette résolution ne revêt donc qu'une valeur symbolique, mais constitue un petit événement sur le plan diplomatique, comme l'a affirmé l'ambassadeur



des Emirats Arabes Unis, Mohamed Issa Abushahab, qui a déclaré qu'elle aurait «un impact important sur l'avenir du Peuple palestinien». Après l'annonce des résultats du vote, l'ambassadeur israélien auprès de l'ONU a saisi un petit destructeur de documents pour y broyer la couverture de la charte des Nations Unies, en signe de protestation face aux résultats. «Aujourd'hui, vous accueillez un Etat terroriste dans vos rangs. Vous avez ouvert les Nations Unies au nazisme moderne. Cela me rend malade », a-t-il notamment déclaré ■

P. Zehr

Palestine

Vers une reconnaissance d'Etats européens

L'Espagne, l'Irlande et la Slovaquie prévoient de reconnaître l'Etat palestinien de façon simultanée le 21 mai, a assuré le chef de la diplomatie de l'Union européenne, Josep Borrell. Interrogé sur la radio publique espagnole sur la date du 21 mai évoquée par le média public irlandais RTE, il a acquiescé, assurant en avoir été informé par le ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Albares. «À ma connaissance oui, car le ministre Albares me l'a dit» et «car le gouvernement slovène a approuvé hier un décret qui sera soumis au Parlement pour approbation dans le même sens», a-t-il déclaré. Il y aura donc trois pays européens à franchir ce pas – à savoir l'Espagne, l'Irlande et la Slovaquie – «et probablement d'autres ensuite», a poursuivi l'ancien ministre espagnol des Affaires étrangères, en rappelant que la Belgique avait également annoncé sa volonté de reconnaître l'Etat palestinien. «Il s'agit évidemment d'un acte symbolique, a-t-il insisté. On reconnaît, au-delà d'un Etat lui-même, la volonté de cet Etat d'exister». Alors qu'aucun des pays moteurs de l'Union européenne ne figure parmi les neuf qui reconnais-



sent aujourd'hui officiellement l'existence d'un Etat Palestinien, l'Espagne compte bien changer la donne et s'active depuis plusieurs mois à tirer l'Union européenne vers cette direction. Moins d'une semaine après avoir été réélu, mi-novembre 2023, Pedro Sánchez avait promis que le «premier engagement» de son nouveau gouvernement en matière de politique étrangère serait de «travailler à la reconnaissance de l'Etat palestinien». Des mots souvent suivis de prises de position et de paroles fortes, parfois prononcées yeux dans les yeux devant le premier ministre Benjamin Netanyahu comme le 23 no-

vembre 2023, à Jérusalem, qui ont confirmé la place de l'Espagne comme un des pays les plus critiques à l'égard d'Israël au sujet des bombardements sur l'enclave de Gaza. Et ont provoqué plusieurs crises avec Tel-Aviv durant ces derniers mois. Après une tournée pour faire avancer ce dossier au sein d'une Union européenne (UE) très divisée sur la question, Pedro Sánchez s'était notamment réuni, aussi en avril, avec les dirigeants norvégiens, portugais, slovènes et belges. Le premier ministre espagnol s'est vu fortement épaulé par le premier ministre irlandais Simon Harris.

Ensemble, les deux chefs de gouvernement ont entrepris le projet commun de reconnaissance de l'Etat de Palestine tout en continuant la pression diplomatique au sein des différentes instances européennes. L'Espagne a aussi compté sur le soutien du Premier ministre norvégien, Gahr Store (dont le pays n'est pas membre de l'UE), pour faire de la reconnaissance de l'Etat de Palestine «le point de départ d'un processus de paix au Moyen-Orient». Ce dernier n'a pas exclu que son pays franchisse le pas en même temps que l'Espagne. ■

P. Zehr

Mes propres enfants m'ont ca

Fadela, 58 ans, salariée, est veuve et mère de quatre enfants. A son grand malheur, ils souillent l'honneur de leur mère pour la contraindre à partager leur héritage.



«**E**tre trahie et bafouée par ses propres enfants, aucune mère ne le supporterait.

Est-ce que je méritais de telles abjections venant des miens, qui sans souci voulaient me jeter à la rue pour toucher leur part d'héritage? C'est justement ce qui me faisait passer les pires nuits blanches de ma vie. Malgré tout, la sensibilité d'un cœur maternel m'avait interdit de dramatiser. Choisir raisonnablement, de me rassurer en me disant que tout fini-

ra par s'arranger, je l'avais essayé. Malheureusement, je finis par comprendre que je faisais fausse route. Mes tripes s'embrasent, je découvre le goût de l'enfer avec cette convocation au tribunal. Quel ignominieux affront! Ce qui s'est passé avec ma propre chair est immonde.

J'étais la seule à pleurer à chaudes larmes le jour de mon mariage. Ma belle-mère avait anéanti mon ivresse en venant me susurrer à l'oreille que je ne resterais pas longtemps dans leur famille si je ne la comblais pas d'une descendance.

Hélas, je n'avais pas la possibilité de connaître mon avenir. Du moins tel qu'il se présente aujourd'hui. Je me serais alors régalée de lui répondre d'aller se pendre. Ce ne fut pas le cas ; et pour avoir des enfants (qui tardaient à arriver), j'étais prête à tout. Avant d'attaquer les protocoles de traitement de mon médecin, je m'étais hasardée à d'autres pratiques.

En premier, croyant être victime d'un mauvais sort, j'avais eu recours à des rituels de prières de désenvoutement. Ensuite, j'avais testé diverses thérapies traditionnelles «dwa dial l'aârab» qui

l'omniée, déshonorée...

consistaient à boire des infusions, me gaver de mixtures à base de miel, supporter d'infénales fumigations de plantes. J'avais même été invoquer la clémence divine dans le sanctuaire d'un «wali salih» légendaire pour sa «Baraka» dans les cas d'infertilité féminine... Heureusement que mon époux me soutenait à fond, lui-même absolument convaincu de l'approche d'un miracle promis par ceux qui nous avaient dépêchés dans ces voies.

En tous cas, je suis tombée enceinte de mon aîné et des trois autres quand j'avais décidé de faire un break. Pour ne pas vous mentir, je ne saurais vous dire quelle recette avait le mieux fonctionné. Il ne fallait pas chercher à comprendre des choses qui sont en lien avec la foi. Le plus important fut que grâce à la naissance de mes fils, mon adhésion au clan était largement validée.

Pouponner, j'en rêvais sans jamais entrevoir que les élever serait une tâche fastidieuse. Mon époux n'avait pas le temps de m'aider, en plus il était souvent absent mais, je refusais obstinément de démissionner. Je ne savais même pas combien j'avais raison.

Je lui cachais toutes les misères de mon quotidien avec les garçons, de vrais démons depuis leur petite enfance. A l'adolescence, j'en soupais avec les crises de chacun. En plus il n'y avait pas d'écart d'âge entre eux. Je faisais face à leurs actes de délinquance, à des résultats scolaires épouvantablement nuls, et même à la hantise qu'un jour un parent dise vouloir laver l'honneur de sa fille. D'ailleurs, je fus choquée quand une de mes collègues avait sous-entendu qu'il était grand temps de me débarrasser des services de la bonne qui habitait sous notre toit.

Quand mon mari avait rendu l'âme dans un accident de voiture, j'avais continué de faire de mon mieux pour garantir la stabilité dans mon foyer. Je me noyais dans cette tâche, sauf qu'il était impossible de maintenir le même niveau de vie. Je n'avais pas de loyer à payer, je percevais également une pension en plus de mon salaire, mais les partager avec mes

quatre garçons pour qu'ils en fassent n'importe quoi je ne l'entendais pas de cette oreille. Je voulais qu'ils étudient et je payais cher pour qu'ils puissent rattraper leurs renvois des institutions publiques. Mais eux, s'en fichaient complètement. A ma colère, ils répondaient par des haussements d'épaules ou des ricanements. Nos relations se dégradèrent de jour en jour, jusqu'à ne plus être capable d'imposer le respect qu'ils me devaient.

Parce que je refusais qu'ils mènent une vie de débauche, ils ne s'étaient pas gênés pour me répondre avec insolence. Ce qui a déclenché l'irréparable entre nous, fut que je les avais menacés de les mettre dehors. Et de soutenir fermement que je n'étais obligée à rien pour eux devenus majeurs aux yeux de la loi. Je voulais tout simplement qu'ils comprennent qu'ils ne pouvaient pas tout se permettre avec moi. Quel choc de les entendre me dire qu'ils ne me laisseraient jamais l'opportunité de profiter de l'argent de leur père que j'avais tué. Leur dire qu'ils étaient des bons à rien et qu'ils feraient mieux d'aller chercher un boulot pour se payer leur paquet de clopes fut la plus terrible épreuve que j'ai pu endurer...

Mes quatre gaillards, sans aucun doute en manque de drogue, pour se venger s'étaient attaqués au mobilier de la cuisine où nous nous trouvions pour le mettre en pièces. Prise de panique, j'avais fui pour m'enfermer dans ma chambre. Ces fous furieux étaient bien capables de me tabasser.

Alors, j'avais cru bien faire en allant chercher de l'assistance auprès de leurs oncles. Une piètre idée puisque j'allais savoir de la bouche d'une de mes belles sœurs que mes mauvaises graines s'étaient défendus me décrivant comme étant la mère la plus indigne du monde. Ils avaient juré ne plus supporter la disette à la maison à cause de mon amant que j'entretenais, selon eux. Pour cette raison, ils souhaitaient le partage de l'héritage de leur père et avant toute chose la vente de notre maison pour mettre un stop à tout ce que je leur faisais subir. J'avais failli m'évanouir qu'ils aient pu

sans le moindre remord me rouler dans la boue et salir mon honneur de cette manière.

Etre victime de la pire forme de trahison des seuls hommes de ma vie fut insoutenable. Est-ce que je pouvais me défendre en affirmant qu'il ne fallait pas croire à ce tissu de mensonge? Je vous répondrai que cela n'aurait servi à rien parce que dans cette famille, il est plus jouissif de répandre les cancans les uns sur les autres. Selon vous, faut-il maudire ce genre d'enfants?

Bien sûr qu'il était hors de question de vendre notre maison et de partager ce qu'il y avait dedans. De cet argent, je suis certaine que mes enfants ne feraient pas bon usage. Et que se passerait-il une fois que le tout sera parti en fumée? En plus, s'ils comptaient sur le partage des terres de la famille pour se renflouer les poches, ils pouvaient rêver. Donc, je l'avais mise en veilleuse en faisant semblant que je n'étais au courant de rien. Mais, sans aucun doute il aurait mieux valu que je m'y prenne autrement en mettant les points sur les i et aller me renseigner sur mes droits. A vrai dire, je n'étais moralement pas en capacité de réfléchir à une stratégie pour gérer cette lamentable situation.

Quand dernièrement, j'ai reçu une convocation au tribunal qui m'invitait à régler un problème de partage d'héritage, mon sang n'a fait qu'un tour. Je ne sais pas ce que prévoit la loi dans les cas similaires au mien. Bien que je n'aie aucune idée encore de l'endroit où je vais atterrir, je préfère me libérer de ce fardeau qui fatalement sera remis sur la table tôt ou tard. D'ailleurs, je sais mieux que personne que ma déshonorable progéniture est capable de tout pour arriver à ses fins.

C'est décidé sans attendre de décision de justice, ma priorité sera de tout mettre en œuvre pour couper le cordon. Nous vendrons, partagerons et nous nous dirons adieu. Mes enfants, c'est fini, je ne les connais plus. Je suis bien heureuse de pouvoir compter sur mon salaire et ma pension pour vivre dans la dignité et la sérénité» ■ **Mariem Bennani**

Association Al Jisr, 25 ans d'engage



Placée sous la Présidence d'honneur de SM le Roi Mohammed VI, l'Association Partenariat Ecole-Entreprise (Al Jisr) a célébré son 25ème Anniversaire, mercredi 15 mai 2024.

L'occasion de rappeler le rôle que joue cette Organisation à but non lucratif depuis 1999, en faveur de la scolarisation, la formation et l'emploi des jeunes, notamment ceux résidant dans des régions enclavées.

En soufflant sa 25ème bougie, l'Association Al Jisr a réitéré son engagement et sa détermination à faciliter l'accès des jeunes en situation de besoin, à une éducation de qualité qui constitue la clé pour une insertion

socioprofessionnelle réussie.

Un travail d'équipe

S'exprimant à cette occasion, Zakaria Fahim a souligné que «Al Jisr et aujourd'hui l'une des Associations les plus dynamiques dans le secteur éducatif au Maroc». Le Président de l'Association Al Jisr a expliqué qu'«en collaborant avec les écoles publiques, le secteur privé et les autorités locales, Al Jisr a mis en place tout au long de ses 25 ans d'existence, des programmes adaptés innovants dans le but de construire et renforcer les ponts

entre les élèves et les jeunes en recherche de formations qualifiantes ou d'emploi d'une part et les entreprises d'autre part».

Mohamed Lahlou, ancien Président de l'Association Al Jisr, a quant à lui rappelé que «l'éducation est la clé de l'émancipation individuelle et du développement durable de la société». Il a également expliqué comment «Al Jisr s'efforce depuis 25 ans de répondre aux besoins variés des jeunes à travers des initiatives telles que le soutien scolaire, la formation professionnelle, outre l'organisation d'événements culturels et sportifs dans différentes villes et régions du Royaume».

Grâce à ses partenaires, membres et bénévoles, l'Association Al Jisr accompagne l'enfant de l'école publique pendant tout son parcours scolaire, pour lui permettre de gran-

ement et ce n'est pas fini

dir et s'épanouir. Elle œuvre également à redonner espoir à la jeunesse marocaine en un avenir meilleur, grâce à une approche pédagogique à la fois ludique et innovante, afin qu'ils puissent devenir, une fois adultes, acteurs de leur destin.

Lors de la cérémonie de célébration du 25ème Anniversaire d'«Al Jisr» organisée au Siège du Conseil de la Région Casablanca-Settat, à laquelle ont pris part notamment le Président du Conseil de la Région, Abdellatif Maâzouz, la ministre de la Solidarité, de l'Insertion Sociale et de la Famille, Aawatif Hayar, et Samira Khamli-chi, en sa qualité d'Administratrice et Vice-présidente de l'Association El Jisr, des bénéficiaires des programmes d'accompagnement élaborés par «Al Jisr» ont partagé avec la salle leurs expériences et livré des témoignages émouvants, illustrant l'engagement citoyen de l'Association au service du développement sociale, durable et inclusif.

L'autre moment marquant de cette

cérémonie a été la présentation par un groupe de jeunes bénéficiaires des programmes de l'Association, d'une pièce théâtrale dans laquelle ils ont montré comment il est difficile pour un jeune d'appréhender l'avenir avec confiance, en l'absence d'écoute, de compréhension, de suivi et d'accompagnement. Par la suite, membres et dirigeants d'Al Jisr, ont été invités à souffler les bougies sur le gâteau du 25ème Anniversaire de l'Association. Ce fut le moment culminant de la soirée.

Après 25 ans d'existence, l'Association Partenariat Ecole-Entreprise, «Al Jisr», célèbre non seulement son parcours, mais surtout les réussites des milliers de jeunes qu'elle a accompagnés. Au fil des ans, l'Association placée sous la Présidence d'Honneur de SM le Roi Mohammed VI, a développé des partenariats solides avec le secteur public et privé, créant ainsi des synergies fructueuses pour maximiser son impact.■

ML & SB



Ph. Souliane Benkhadra

Aawatif Hayar, Ministre de la Solidarité, de l'Insertion Sociale et de la Famille
«Le travail que mène l'Association Al Jisr est extrêmement important...»

«**J**e félicite les membres de l'Association Al Jisr pour les efforts qu'ils déploient depuis 25 ans, dans le but d'aider les jeunes à mieux s'insérer au sein de la société et du monde de l'emploi. Le travail que mène l'Association Al Jisr est extrêmement important, dans la mesure où il contribue à renforcer les filets sociaux en tant que pilier de l'Etat Social, conformément aux Orientations de SM le Roi Mohammed VI.■



Zakaria Fahim, Président de l'Association Al Jisr
«En 25 ans, l'Association Al Jisr a accompagné plus de 50.000 jeunes»

«**L'**Association Al Jisr que j'ai l'honneur de présider, c'est 25 ans de cheminement dans l'école publique, pour rappeler à tous nos concitoyens que 87% de nos enfants suivent leurs cursus scolaires dans des établissements scolaires publics. Au Maroc contrairement à ce qui se dit, l'école publique crée aussi de l'excellence et mérite qu'on s'y intéresse. En 25 ans, l'Association Al Jisr a accompagné plus de 50.000 jeunes. L'idée c'est vraiment de permettre à la jeunesse marocaine de trouver un emploi et être utile pour le Maroc». ■



Samira Khamli-chi, Administratrice, Vice-Présidente de l'Association Al Jisr
«Construire davantage de ponts entre les jeunes et le monde de l'entreprise»

«**L'**a célébration du 25ème Anniversaire de l'Association Al Jisr représente beaucoup à mes yeux. Pendant ces 25 années, nous avons été le lien entre l'école et l'entreprise. Dieu seul sait qu'au niveau des entreprises, beaucoup de personnes veulent donner de leur temps, de leur énergie et de leur argent aussi, pour le bien de l'enfance et de la jeunesse au Maroc. Nos ambitions, au sein de l'Association Al Jisr, sont grandes. Nous continuerons à travailler pour construire davantage de ponts entre les jeunes et le monde de l'entreprise».■



Mohamed Lahlou, Ancien Président de l'Association Al Jisr

«Permettre à notre jeunesse d'avoir une éducation de qualité et des formations adaptées»

«**L'**e 25ème Anniversaire de l'Association Al Jisr est un événement exceptionnel. Depuis sa création, cette Association a toujours milité et pris des initiatives pour essayer d'apporter des solutions aux maux que connaît le secteur de l'Education et de la Formation au Maroc. Reconnue d'Utilité Publique, l'Association Al Jisr demeure engagée pour créer, innover et apporter des solutions pour permettre à notre jeunesse d'avoir une éducation de qualité et des formations adaptées aux besoins et exigences du marché du travail»■



Manager la Génération Z, difficile mais pas impossible !

«IA, Gen Z et les compétences de demain». Tel était le thème de la conférence-débat organisée mardi 14 mai 2024 au Siège de la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM), à Casablanca.



De g.à.d: Lotfi Sekkat (CIH Bank), Mehdi Tazi (CGEM), Amine Bensaid (Université Al Akhawayn), Badra Hamdaoua (Capgemini).

Les participants à cette rencontre, ont souligné l'importance de l'adaptation de la Génération Z aux nouvelles réalités du marché de l'emploi en pleine mutation, sous l'influence croissante de l'Intelligence Artificielle (IA). S'exprimant à cette occasion, le Vice-président de la CGEM est revenu sur les implications de la transformation des métiers et des modèles d'emploi par l'IA, mettant en lumière les besoins en for-

mation pour garantir une transition fluide vers ce nouveau paysage professionnel.

L'impact de l'IA sur le marché du travail est encore difficile à prévoir, et bien que certains métiers manuels ne semblent pas directement menacés par l'automatisation, il est clair que des métiers à forte valeur ajoutée seront affectés, a souligné Mehdi Tazi, estimant que les secteurs de l'architecture et de la médecine, entre autres, voient déjà émerger des capacités d'analyse et de génération de données person-

nalisées qui pourraient transformer radicalement certains emplois.

Opportunités et menaces de l'Intelligence Artificielle

Pour répondre à ces défis, le Vice-président de la Confédération Patronale préconise de multiplier les campagnes de sensibilisation en direction des entreprises, dans le but d'établir un dialogue étroit entre le monde universitaire et celui de l'emploi, tout en faisant évoluer les formations pour y intégrer des périodes d'al-

ternance entre les volets théorique et pratique. Pour Mehdi Tazi, c'est en procédant de cette manière qu'il sera possible de favoriser une transition fluide de la Génération Z vers le marché du travail. Dans ce sillage, le Président de l'Université Al Akhawayn a affirmé que «depuis 2022, l'Université a pris la décision d'intégrer l'Intelligence Artificielle dans ses Programmes et Bachelors», notant que «cette initiative vise à préparer les étudiants aux compétences et aux outils nécessaires dans un monde de plus en plus axé sur la technologie».

Une collaboration continue entre étudiants, entreprises et universités est essentielle pour réussir dans un marché du travail en constante évolution, a-t-il souligné, rappelant que l'Université qu'il préside a lancé des formations alternatives et à distance pour répondre aux besoins changeants des apprenants.

Selon Amine Bensaid, «cette approche permet de mieux répondre aux demandes spécifiques de chaque domaine tout en offrant une formation plus spécialisée et diversifiée, et qui s'aligne également avec les préférences de la génération Z, montrant une préférence marquée pour l'apprentissage flexible».

Il a toutefois indiqué que le défi demeure de maintenir et d'adapter la formation en matière de Soft Skills, telles que les compétences interpersonnelles, la communication efficace et la pensée critique, qui restent des éléments cruciaux pour la réussite professionnelle dans un environnement en mutation constante.

De son côté, le Président-Directeur Général du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH), a fait valoir que les entreprises cherchent à gérer efficacement les nouvelles technologies, nécessitant des compétences techniques pointues, ajoutant que pour les jeunes entrepreneurs, outre le financement avec des fonds adaptés, un accompagnement spécialisé s'avère primordial.

Et Lotfi Sekkat de poursuivre: «En tant qu'acteurs du secteur financier et de la Fintech, nous avons une responsabilité particulière dans ce domaine. Il est essentiel de permettre aux entrepreneurs de se connecter au monde de la Fintech, où de nombreuses opportunités et solutions innovantes sont disponibles».

«Il est également important de souligner

que l'accompagnement des nouvelles technologies par le secteur financier va au-delà du simple financement, les banques doivent offrir un soutien complet, prenant en compte l'environnement créatif et innovant qui caractérise l'époque actuelle, afin de tirer pleinement parti des possibilités offertes par ces avancées technologiques», a ajouté Lotfi Sekkat.

Dans ce sens, la Vice-présidente exécutive de Capgemini TS, Badra Hamdaoua, a affirmé qu'aujourd'hui, l'Intelligence Artificielle est largement utilisée pour optimiser le temps et accroître la productivité, et que les jeunes de la génération Z, en particulier, exploitent cette

technologie pour maintenir un équilibre entre leur vie professionnelle et personnelle.

«Nous disposons actuellement d'ingénieurs de haute qualité, en conformité avec les normes internationales, qui sont en mesure de maîtriser ces nouvelles technologies et de faciliter leur intégration dans divers domaines», a-t-elle soulevé. Somme toute, cette rencontre a mis en lumière la nécessité d'une collaboration étroite entre les entreprises, les institutions éducatives et les jeunes eux-mêmes, pour les préparer à faire face aux changements apportés par l'IA, tout en tirant profit des possibilités que présente l'Intelligence Artificielle■

HZ

ILS ONT DÉCLARÉ AU REPORTER

Lotfi Sekkat, PDG de CIH Bank

«Au CIH Bank, nous misons gros sur les jeunes»

«CIH Bank et l'Université Al Akhawayn ont conclu un Mémorandum à travers lequel nous nous engageons à investir pour l'amélioration des compétences des jeunes étudiants qui suivent leurs études au sein de cet établissement d'enseignement supérieur privé.

Dans le cadre de ce Mémorandum, CIH Bank organisera comme en 2023, un Bankathon qui est une sorte de compétition d'idées. Cet événement sera organisé en partenariat avec l'Université Al Akhawayn. Nous allons également œuvrer pour



promouvoir l'emploi des étudiants et lauréats d'Al Akhawayn, à travers des Speed Dating et des stages au sein de notre banque. Ces stages peuvent durer entre 3 et 6 mois.

CIH Bank s'engage également à participer activement aux Laboratoires d'Innovation de l'Université Al Akhawayn.

CIH Bank s'engage aussi à ce que les lauréats d'Al Akhawayn qui souhaitent se lancer dans le domaine de l'entrepreneuriat, puissent le faire. Pour cela, nous leur offrons l'accompagnement nécessaire pour mieux réussir l'aventure entrepreneuriale.

A CIH Bank, nous misons gros sur les jeunes»■

Mehdi Tazi, Vice-président de la CGEM

«Comprendre l'impact des nouvelles technologies sur le monde économique et académique»

L'Intelligence Artificielle se développe à grande vitesse. Au sein de la Confédération Générale des Entreprises du Maroc, nous cherchons à comprendre l'impact des nouvelles technologies sur le monde économique et académique, d'où



l'organisation de cette conférence-débat autour de la relation entre la génération Z et l'IA.

Il est clair que les écoles et les universités, doivent s'adapter aux nouvelles technologies, notamment l'Intelligence Artificielle, présentes partout dans notre quotidien»■

Caftan Week 2024 à Marrakech

Le Maroc, indiscutablement Terre du Caftan !



La 24ème édition de Caftan Week s'est conclue le 12 mai 2024 à Marrakech, après quatre jours de célébration de la richesse du Caftan marocain.

Organisée par le magazine Femmes du Maroc, le coup d'envoi de cette grand-messe de la Haute Couture traditionnelle marocaine, a été donné le 9 mai (2024), avec une série de Masterclass animées par des icônes de la mode telle que Mimia Leblanc, connue pour ses influences dans le monde de la joaillerie fine, et Laila Aziz, dont les designs sophistiqués sont reconnus à l'échelle internationale. Ces sessions ont constitué un espace d'échanges et ont permis aux participants de

plonger dans les coulisses de l'industrie de la mode. Le thème de Caftan Week 2024 à savoir, «Maroc, Terre du Caftan», a été exploré à travers des débats et discussions qui ont mis en avant l'évolution du design marocain et ses intersections avec les tendances mondiales.

Le Caftan, élégance et tradition

Parallèlement, le Musée de l'Histoire du Caftan a ouvert ses portes à Dar El Bacha à Marrakech, proposant une exposition immersive qui retrace l'histoire fascinante du caftan

marocain. A travers des pièces de collection, le Musée a mis en avant toute la splendeur de cet habit emblématique, soulignant les techniques traditionnelles et contemporaines qui continuent de façonner son identité 100% marocaine.

L'Exposition des métiers du Caftan a complété cette rétrospective en mettant en lumière le travail méticuleux des artisans, tels que les tisserands et les brodeurs, dont les compétences contribuent à la perpétuation de ce patrimoine textile unique.

Le Défilé des jeunes talents, qui a eu lieu le 10 mai 2024, a été un moment fort de cette 24ème édition de Caftan Week, lors duquel chaque créateur a présenté des pièces qui non seulement célébraient l'héritage marocain mais offraient également des interprétations modernes du caftan. Imane Bamouss, lauréate de cette compétition, a été récompensée par une place pour participer au grand défilé de l'année prochaine, un tremplin considérable pour sa carrière naissante.

Le point culminant de la Caftan Week 2024 a été le grand défilé du samedi 11 mai, retransmis en direct sur 2M, avec une audience cumulée de 5,3 millions de téléspectateurs. Une soirée qui a mis en vedette les œuvres de stylistes de renom tels que Fouzia Naciri, Houda Larini, Imane Tadlaoui, Hind Lamtiri, Amina Boussayri, Meriem Belkhatat, Siham Elhabti, Najia Benjelloun, Samira Mhaidi, Zineb Lyoubi Idrissi, Imane Ochan, Salima Elboussouni, Selma Senaoui, Amal Soussi Aouad, Hind Iraqi, et Miriam Aziz.

Ces créatrices ont présenté une variété de caftans qui non seulement rendaient hommage à la tradition mais aussi poussaient les limites de la créativité avec des techniques modernes et des designs innovants. La présence de la star de la chanson arabe Wael Jassar et de la chanteuse marocaine Bassma Boussel a ajouté une touche de glamour à la soirée.

La Caftan Week 2024 a non seulement réussi à mettre en valeur le patrimoine marocain, faisant de Marrakech un lieu incontournable de la mode internationale. Cet événement a également offert une plateforme d'échanges pour les talents émergents, tout en renforçant les liens entre les artisans et la scène mondiale de la mode. ■

HZ

Caftan Week 2024 Pour le plaisir des yeux !

Samedi 11 mai 2024 en soirée, Marrakech a abrité le grand défilé «Caftan Week 2024». Des stylistes de renom ont présenté leurs dernières créations. Le public, dont de nombreuses personnalités de divers horizons, est venu nombreux pour suivre ce grand show.



Eliminatoire du Mondial féminin U17

Le Maroc écrase l'Algérie 4 buts à 0

L'équipe nationale féminine des moins de 17 ans (U17) a franchi un pas important vers la qualification au Mondial 2024 après la victoire 4-0 à domicile, vendredi 10 mai 2024, face à l'Algérie, à l'occasion de la manche aller du troisième et avant dernier tour des éliminatoires, zone Afrique.



«**L**es joueuses ont fait un grand match ici au Maroc avec un excellent résultat, mais sur le fond, il y a encore des choses sur lesquelles nous devons travailler. Nous allons analyser l'état de santé de nos joueuses avant d'effectuer trois séances d'entraînement à Saïdia», a affirmé le sélectionneur national, Youness Rabii. Le coach des Lioncelles de l'Atlas a ajouté que son équipe allait aborder le match retour sans prendre en compte le résultat de l'aller. «Nous allons essayer d'être meilleurs à Alger, nous avons certes un ascendant psychologique sur notre adversaire, mais il faudra rester vigilant. C'est pour ça que nous allons partir sur le plan adéquat pour revenir avec un résultat positif», a noté le technicien marocain. ■

Coupe de la CAF 2024

La Renaissance Sportive de Berkane se rapproche du sacre

La Renaissance Sportive de Berkane (RSB) a battu l'équipe égyptienne du Zamalek sur le score de 2 buts à 1, en match aller de la finale de la Coupe de la Confédération Africaine de Football (CAF), disputé dimanche 12 mai 2024 au Stade Municipal de Berkane.

Lissoufou Dayo a ouvert la marque à la 13ème minute pour la RSB qui prend une option pour le sacre avant le match retour, prévu le 19 mai (2024) au Caire. A la 32ème minute de jeu, Adil Tahif a creusé l'écart en marquant un deuxième but, avant que les Egyptiens ne parviennent à réduire la différence de buts par le biais de Seifeddine Jaziri (46ème minute).

Dès l'entame du match, les Berkanis ont mis sous pression la défense du Zamalek pour tenter d'ouvrir le score, ce qu'ils sont parvenus à faire grâce au penalty concrétisé par le capitaine Issoufou Dayo.

Menés au score, les Egyptiens ont connu un



sursaut avec des occasions repoussées par la défense de l'équipe marocaine avant que Adil

Tahif, superbement servi par Mohamed Mourabit sur coup franc, n'inscrive le deuxième but de la Renaissance de Berkane de la tête.

A la reprise, le Zamalek est monté en puissance, parvenant à surprendre la RS Berkane en réduisant l'écart dès le début de la seconde période grâce à Seifeddine Jaziri.

Dans un remake de la finale de l'édition 2019 marquée par le sacre des Cairotes aux tirs au but, les Berkanis ont abordé cette rencontre avec un état d'esprit revanchard pour prendre l'avantage en vue du match retour, et

décrocher un troisième sacre continental, après ceux de 2020 et 2022. ■

Trophée Hassan II «Tbourida»

Dernière ligne droite pour la 23^{ème} édition

La 23^{ème} édition du Trophée Hassan II de «Tbourida» se tiendra du 27 mai au 2 juin 2024 à Dar Es Salam à Rabat, sous le Haut Patronage de SM le Roi Mohammed VI.



Organisée par la Fédération Royale Marocaine des Sports Equestres (FRMSE), cette édition mettra en compétition les meilleures troupes de Tbourida du Royaume.

Pas moins de 24 « Sorbas » dont 18 appartenant à la catégorie Seniors (17 ans et plus) et 6 Sorbas Juniors (de 12 à 16 ans) se sont qualifiées à cet événement suite aux Concours régionaux et interrégionaux, organisés tout au long de l'année 2024.

La 23^{ème} édition du Trophée Hassan II «Tbourida» réunira les passionnés de cette discipline, composante majeure des pratiques liées au cheval et garante de la pérennité des rituels et savoir-faire artisanaux qui lui sont associés.

La reconnaissance de la «Tbourida» sur la liste du patrimoine immatériel de l'UNESCO en 2021, conforte la dimension symbolique de ce Sport Equestre séculaire qui contribue au rayonnement du Maroc à l'échelle internationale ■

Football

Le 74^{ème} Congrès de la FIFA, le 17 mai en Thaïlande

La Thaïlande abrite les travaux du 74^{ème} Congrès de la Fédération Internationale de Football Association (FIFA), avec la participation de plus de 3.000 délégués de près de 211 Associations membres de la FIFA.



Gianni Infantino, Président de la FIFA

Le Congrès qui se tiendra le 17 mai 2024, portera sur diverses questions liées au football international, notamment la sélection du pays hôte pour la Coupe du Monde féminine 2027. Les représentants des 211 pays membres de l'Instance dirigeante du football mondial devront ainsi voter pour décider si la compétition se jouera au Brésil ou au sein du trio européen Belgique, Pays-Bas et Allemagne.

La Thaïlande est le premier pays de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et le cinquième dans la région Asie-Pacifique, après le Japon, la Corée, le Qatar et l'Australie, à accueillir le Congrès de la FIFA. Il s'agit du troisième événement majeur de la Fédération Internationale de Football Association organisé en Thaïlande, après la tenue de la Coupe du Monde Féminine U-19 en 1999 et le Mondial de Futsal en 2012 ■

Tennis

Le Maroc sacré Champion d'Afrique des U14 ans

Le Maroc a été sacré Champion d'Afrique de tennis par équipe dans la catégorie des moins de 14 ans garçons et filles, au terme de cette compétition organisée du 6 au 11 mai 2024 en Tunisie. Sous l'encadrement de l'entraîneur Hamid Abderrazak, l'équipe nationale masculine composée de Reda El Aouni, Mehdi Laabi et Sami Iraqui Houssaini s'est imposée dans la phase des poules face à l'Algérie, la Tunisie et l'Ouganda avant de remporter la demi-finale sur le score de 3 à 0 face à son homologue Sud-africaine et la finale face à la sélection tunisienne sur le même score.

La sélection féminine chapeautée par l'entraîneur national El Ghaba Mohamed et composée de Yasmine Douib, Meryem Achouri et Lara Faraj a remporté le championnat de la catégorie grâce à ses victoires contre la Tunisie, l'Algérie et Le Zimbabwe en phase de groupes.

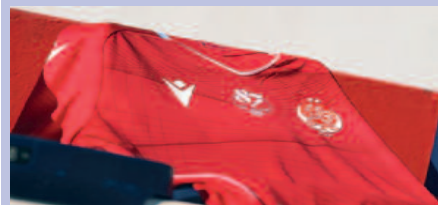
En demi-finale, l'équipe de Tennis des filles s'est imposée face à son homologue Sud-africaine sur le score de 3 à 0 et en finale face à l'Egypte (3-0).

Grâce à ce sacre, le Maroc a composé son billet pour la Coupe du Monde de Tennis qui se tiendra en République tchèque en août 2024. ■



Botola Pro

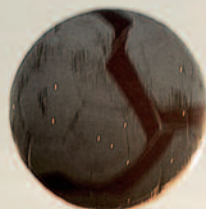
Le WAC dévoile un nouveau modèle de maillots avec la carte complète du Maroc



A l'occasion de son 87^{ème} Anniversaire, le Wydad de Casablanca (WAC) a lancé un nouveau modèle de maillots pour la saison 2024-25. Présenté le 8 mai 2024 sur les réseaux sociaux, le nouveau maillot du WAC comporte la carte intégrale du Royaume incluant le Sahara marocain ainsi que l'année de création du club casablancais (1937). Le nouveau maillot du Wydad devrait être officiellement adopté lors des compétitions du Championnat national de la Saison 2024-25, ainsi que lors des prochaines compétitions et tournois internationaux. ■

LE TALENT NE DEMANDE QU'À BRILLER.

#FAIREGAGNERLESPORT



-18 JOUONS
RESPONSABLE



FAIRE GAGNER LE SPORT